

Les conséquences des mesures de régularisation sur les personnes, sur les institutions et sur la société en général

Preuves collectées à partir d'études menées à travers le monde



Remerciements

Ce document a été rédigé par Laetitia Van der Vennet, responsable du plaidoyer, et révisé par Michele LeVoy, directrice de PICUM (Plateforme pour la coopération internationale relative aux personnes migrantes sans papiers).

© PICUM, 2025

Mise en page : www.chocolatejesus.be

Photo de couverture : Unsplash - Felipe Salgado

Traduction: Morgane Delage

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien de :













Network^{of} European Foundations

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou du programme de l'Union européenne pour l'emploi et l'innovation sociale « EaSI » (2021-2027). Ni l'Union européenne ni l'autorité octroyant la subvention ne peuvent en être tenues responsables.

Table des matières

Définitions	4
Introduction	5
Les conséquences sur les personnes	7
Bien-être psychologique et santé physique	.8
Santé mentale	.8
Santé physique	11
Vie professionnelle	13
Taux d'emploi	13
Dettes et revenus	16
Mobilité sur le marché du travail	20
Conditions de logement	22
Vie de famille : voyager à l'étranger et/ou créer un foyer	24
Développement personnel	26
Statut migratoire et nationalité	28
Conséquences intergénérationnelles	29
Les conséquences sur la société	30
Une société plus équitable, plus saine et plus sûre	
Contribution à une économie florissante	34
Meilleure correspondance entre l'emploi et les compétences	34
Production et consommation	35
Conséquences sur les autres travailleurs·euses : création d'emplois et augmentation des salaires 3	38
Remarque sur « l'effet d'attraction »	39
Les conséquences sur les institutions publiques et sur les gouvernements	10
Confiance accordée au gouvernement et aux institutions publiques	40
Meilleure compréhension de la population	41
Augmentation des revenus des États par l'impôt	41
Utilisation des services publics	43
Charge de travail et coûts de fonctionnement administratif	14
Conclusion	15
Pacammandations	10

Définitions

Les « personnes migrantes sans papiers » et les « personnes sans papiers » vivent dans un pays où leur séjour n'est pas officiellement reconnu. Beaucoup d'entre elles ont eu des autorisations de séjour grâce à leur travail, leurs études, leur famille ou par le biais de la protection internationale, mais ces documents étaient soit temporaires, soit particulièrement instables, et leur période de validité a expiré. Les enfants nés de parents sans papiers héritent également de ce statut migratoire précaire.

La « régularisation » est définie comme tout processus ou toute procédure permettant à quelqu'un d'obtenir un titre de séjour d'une autorité nationale compétente les autorisant à demeurer dans le pays (« régularisation de la situation »). La personne en question dépose une demande depuis le territoire du pays concerné, y compris lorsqu'elle y réside en situation irrégulière, contrairement aux visas et aux autorisations de travail qui doivent être demandés depuis un autre État. La régularisation peut également passer par des changements politiques qui dispensent les ressortissant·e·s d'une certaine nationalité de la nécessité d'avoir un titre de séjour pour résider sur le territoire.

Il existe deux types de régularisations :

- les **programmes de régularisation**, avec une période de dépôt de demande limitée et qui ne font pas partie du cadre juridique ou politique existant ;
- les mécanismes de régularisation, avec une période de dépôt de demande continuelle et qui font déjà partie du cadre juridique ou politique.



Il arrive qu'un troisième type de régularisation soit mentionné : les **initia- tives de régularisation (ou campagnes de régularisation**). Les initiatives de régularisation s'inscrivent dans le cadre juridique ou politique et sont menées pendant une période donnée, dans le but d'appliquer activement un mécanisme de régularisation existant¹.

Pour en savoir plus sur les procédures de régularisation, voir PICUM, 2023, <u>L'importance et l'élaboration des mécanismes et programmes de</u> régularisation.

¹ OSCE, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, 2021, Regularization of Migrants in an Irregular Situation in the OSCE Region. Recent Developments, Points for Discussion and Recommendations [« La régularisation des personnes migrantes en situation irrégulière dans les pays de l'OSCE – Dernières évolutions, points de débats et recommandations », en anglais], p. 4

Introduction

Qu'arrive-t-il aux personnes lorsqu'elles sont régularisées ? Obtiennent-elles de meilleurs emplois ? Un meilleur logement ? Quels changements pour la vie de leurs enfants ? Les gouvernements ont-ils des avantages à accorder des régularisations ? Les coûts liés à la mise en œuvre d'un programme ou d'un mécanisme de régularisation sont-ils compensés par l'augmentation des contributions financières des personnes régularisées ? Quel est l'impact global de la régularisation sur la société dans son ensemble ?

Voilà une partie des innombrables questions que les organisations de la société civile, les chercheurs euses et les gouvernements du monde entier se posent lorsqu'ils examinent les mesures de régularisation. Ces questions ont également incité PICUM à compiler des études sur les conséquences de la régularisation. Nous nous sommes appuyé·e·s sur plus de cinquante ans de recherches sur les mesures de régularisation en Amérique et en Europe afin de couvrir le large éventail des conséquences des mesures de régularisation sur les personnes, les sociétés, les gouvernements et les administrations. Certains de ces effets sont prévisibles (une amélioration de la santé mentale et du bien-être, par exemple), contrairement à d'autres (par exemple, une augmentation du poids à la naissance des enfants nés après la régularisation de leurs parents).

Nous estimons que les études existantes constituent une base solide pour tirer des conclusions, mais elles présentent toutefois certaines limites. Premièrement, bien que le corpus soit en pleine expansion, le nombre d'études réalisées reste encore quelque peu limité. Ainsi, tout en recherchant des études sur les conséquences des mesures de régularisation (programmes ou mécanismes), nous avons élargi notre champ d'investigation aux études dont les résultats étaient directement applicables. Citons par exemple l'étude que nous avons incluse sur l'impact du programme américain « DACA », un programme lancé en 2012 qui a suspendu l'expulsion de 800 000 enfants et jeunes sans papiers². Bien que le programme DACA ne soit pas nécessairement considéré comme une régularisation (l'avenir de ces jeunes reste incertain, leur expulsion étant simplement suspendue), il a entraîné l'octroi de permis de séjour et d'autorisations de travail renouvelables de deux ans, ce qui permet des études longitudinales et des comparaisons avec certains programmes de régularisation.

Deuxièmement, comme l'ont souligné les chercheurs-euses, il existe peut-être « peu de données empiriques sur les avantages des initiatives de régularisation antérieures, car leur conception ou leur mise en œuvre n'a pas permis d'identifier correctement leurs effets causaux. Par exemple, la plupart des programmes de régularisation comportent des conditions d'éligibilité, telles que le fait d'être employé-e au moment de leur entrée en vigueur. Cela signifie qu'ils profitent à un groupe assez restreint de [personnes migrantes], souvent les moins vulnérables, ce qui brouille l'impact du programme de régularisation lui-même »³. Néanmoins, le présent document vise à rassembler les données existantes

² Deferred Action for Childhood Arrivals, ou « action différée pour les arrivées d'enfants » en français. Voir par exemple KFF, 11 février 2025, Key Facts on Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA) [Données clés sur l'action différée pour les arrivées d'enfants (DACA), en anglais] pour en savoir plus [consulté le

³ Ibáñez A.M., Mya A., Ortega M.A., Rozo S.V. et Urbina M.J., 2022, Life Out of the Shadows: Impacts of Amnesties in the Lives of Migrants [Sortir de l'ombre et vivre : Les conséquences de l'amnistie sur les vies des personnes migrantes, en anglais], IZA Institute of Labor Economics Discussion Paper no. 15049, p. 3

(en Europe et ailleurs) afin de montrer l'éventail des conséquences de la régularisation sur les personnes elles-mêmes, sur les sociétés dans lesquelles elles vivent et sur les gouvernements qui les administrent. Troisièmement, la plupart des études évaluent les conséquences des programmes de régularisation, et il est possible que les mécanismes de régularisation aient des effets différents de ceux des programmes. Les programmes étant par définition limités dans le temps, leur impact est plus facilement discernable pour les chercheur·euses, ce qui peut les avoir amené∙e·s à s'y intéresser davantage qu'aux mécanismes. Leur ampleur est également importante. Les répercussions fiscales et économiques des programmes de régularisation qui touchent un grand groupe de personnes, ainsi que leurs conséquences sur le marché du travail, seront beaucoup plus importantes que les mêmes répercussions d'un programme ou d'un mécanisme à petite échelle qui touche quelques (milliers de) personnes.

Quatrièmement, les conséquences de toute mesure de régularisation seront influencées par sa conception. Des procédures de dépôt de dossier coûteuses ou des frais élevés, par exemple, ont tendance à pousser les personnes à s'endetter afin de régulariser leur situation⁴. Cette dette a ensuite un impact sur leurs finances, leur logement et leur capacité à rencontrer leur famille vivant à l'étranger ou à développer leurs compétences grâce à des formations, et ce longtemps après leur régularisation. Cependant, trop peu d'études se penchent sur les effets particuliers de l'élaboration spécifique des mesures de régularisation, ce qui empêche également le présent

document de le faire. Nous clarifions toutefois ces relations causales à chaque fois que cela est possible.

Cinquièmement, nous ne pouvons exclure que certains effets soient des corrélations plutôt que des conséquences directes des régularisations (relations causales). Nous devons reconnaître que toutes les conséquences mentionnées dans le présent document ne peuvent pas être uniquement attribuées à la régularisation des personnes concernées. Cependant, les études quantitatives rassemblées dans le présent document ont contrôlé les variables, et l'obtention d'un titre de séjour a bien joué un rôle clé dans chacune des répercussions citées.

Comme le montre ce document, la régularisation a de nombreuses conséquences positives pour les personnes elles-mêmes, pour leurs familles, leurs voisin·e·s et leurs collègues, ainsi que pour les gouvernements qui acceptent la régularisation de leur situation. Cependant, la plupart de ces impacts sont de courte durée si les titres de séjour des personnes restent précaires, ou si celles-ci perdent leur statut et leurs papiers à un stade ultérieur. Pour que les personnes et les sociétés puissent pleinement bénéficier des effets positifs de la régularisation, dont beaucoup s'amplifient avec le temps, les personnes concernées doivent pouvoir accéder au fil du temps à un statut migratoire et/ou à un titre de séjour stable, y compris à un statut de résidence permanente ou à la citoyenneté.

⁴ Migrant Voice, 2022, <u>Destroying hopes, dreams and lives. How the UK visa cost and process impact migrants' lives</u> [Espoirs, rêves et vies détruits: Les répercussions des frais et procédures de visa sur les vies des personnes migrantes au Royaume-Uni, en anglais]; PICUM, 2023, <u>The use of fees in residence procedures in Europe</u>: Pricing people out of a residence permit? [« Le recours aux frais dans les procédures de séjour en Europe : empêcher financièrement certaines personnes d'obtenir un titre de séjour? », en anglais]

Les conséquences sur les personnes

Parmi les trois aspects abordés dans ce document, c'est la vie des personnes sans papiers qui est la plus clairement affectée par un programme ou un mécanisme de régularisation. Leur bien-être psychologique et physique, leur travail et la manière dont elles sont traitées, leurs possibilités d'épanouissement, leurs conditions de vie et, parfois, leur parcours vers la citoyenneté sont tous influencés par l'obtention d'un titre de séjour. La régularisation de leur situation modifie leur perception d'elles-mêmes

et de leur place dans la société. Elle leur permet de devenir plus autonomes dans leur survie quotidienne, mais aussi de se projeter dans l'avenir et de s'épanouir⁵. Non seulement elles en bénéficient, mais leurs enfants aussi. Ce chapitre examine ces conséquences, en soulignant comment les femmes et les hommes, les travailleurs euses hautement qualifié·e·s et les travailleurs euses moins qualifié·e·s, sont affecté·e·s différemment.



« Le sentiment de sécurité quand vous savez que vous pouvez vraiment sortir sans craindre l'expulsion... La régularisation apporte de nombreux avantages : un meilleur emploi, plus de travail et la possibilité de bénéficier d'une couverture médicale. D'une certaine façon, elle vous invite à rejoindre la société. »

Bénéficiaire du DACA6

⁵ Université libre de Bruxelles, Centrum voor Sociaal Beleid Herman Deleeck et Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, "Before and after", de sociale en economiche positie van personen die geregulariseerd werden in de uitvoering van de wet van 22/12/1999 [« Before and after », les bénéfices socio-économiques des personnes dont la situation a été régularisée en application de la loi du 22 décembre 1999 », en néerlandais], 2008.

⁶ Citation tirée de Patler C. et Laster Pirtle W., 7 juin 2017, From Undocumented to DACAmented: Can Changes to Legal Status Impact Psychological Wellbeing?, [De l'absence de papiers au DACA: Les modifications du statut juridique peuvent-elles avoir un impact sur le bien-être psychologique ?, en anglais] Youth Circulations, blog [consulté le 15 août 2025]

Bien-être psychologique et santé physique

La régularisation a un impact positif sur la santé des personnes, car elles ont un meilleur accès aux soins de santé et à une assurance⁷, elles sont mieux armées pour trouver un emploi qui correspond à leurs compétences et à leurs aspirations⁸, et leur santé mentale s'améliore grâce à la sécurité offerte

par un permis de séjour⁹. L'obtention d'un titre de séjour a également un effet légitimant sur les personnes, améliorant leur sentiment de sécurité et leur confiance en l'avenir. Cependant, ces bénéfices peuvent prendre un certain temps à se concrétiser¹⁰.

Santé mentale

Il est normal que **la santé mentale de ces personnes** s'améliore. Les personnes sans papiers peuvent être davantage sujettes que d'autres à des problématiques de santé mentale, en raison de l'insécurité intrinsèque de leur vie due à leur statut migratoire irrégulier et aux défis quotidiens qu'elles doivent surmonter¹¹. Bien que les données soient rares, les personnes sans papiers ont déclaré souffrir d'anxiété, de dépression et de stress post-traumatique, par exemple¹². 34 % des enfants sans papiers et non

accompagnés suivis par des psychologues dans un centre médical local de la banlieue parisienne souffraient de syndromes psychotraumatiques¹³. Il n'est donc pas surprenant que les Vénézuélien·ne·es régularisé·e·s vivant en Colombie aient connu une amélioration notable de leur santé physique et mentale par rapport à leurs pairs non régularisé·e·s (écart-type: 1,8)¹⁴.

- 7 Une étude réalisée pour la Banque mondiale, par exemple, a révélé que les bénéficiaires du Permiso Especial de Permanencia (PEP) colombien avaient un accès nettement plus large et plus avantageux à l'assurance maladie (près de 50 % de plus). Source : Florez U., Villarraga M.J. et R., Viviana S., Moya A. et Ibáñez, A.M., 2023, Least Protected, Most Affected : Impacts of Migration Regularization Programs on Pandemic Resilience, [Les moins protégés mais les plus touchés : Les conséquences des programmes de régularisation administrative sur la résilience face à la pandémie, en anglais], Policy Research Working Paper Series 10291, Banque mondiale
- 8 Devillanova C., Franco C, et Spada A., 2024, Downgraded dreams: Labor market outcomes and mental health in undocumented migration [Des rêves au rabais : Le marché du travail et la santé mentale dans le cadre d'une immigration sans papiers, en anglais], SSM Population Health 26 101652 a constaté que les travailleurs-euses sans papiers qui avaient subi une « dévalorisation professionnelle » (c'est-à-dire une perte de statut professionnel après leur arrivée) présentaient un risque considérablement plus élevé de troubles de la santé mentale.
- 9 Il s'agit d'une conséquence, parmi d'autres, du programme DACA. Center for American Progress, novembre 2021, The Demographic and Economic Impacts of DACA Recipients: Fall 2021 Edition [Les conséquences démographiques et économiques des bénéficiaires du DACA : édition de l'automne 2021, en anglais]
- 10 Une étude demandant à des personnes très récemment régularisées et à des personnes sans papiers d'évaluer leur propre état de santé a révélé que les personnes régularisées n'évaluaient pas leur état de santé comme étant meilleur que celui des personnes sans papiers. Le fait de disposer d'un réseau de soutien social était davantage corrélé à l'autoévaluation de l'état de santé qu'au statut de résident, du moins immédiatement après la régularisation. Fakhoury, J., Burton-Jeangros, C., Guessous, I. et al, 2021, Self-rated health among undocumented and newly regularized personnes migrantes in Geneva: a cross-sectional study [Autoévaluation de l'état de santé parmi les personnes sans papiers et en situation nouvellement régularisée à Genève : étude transsectionnelle, en anglais], BMC Public Health 21, 1198
- 11 Voir par exemple Le Courant S., 2015, Le poids de la menace. L'évaluation quotidienne du risque d'expulsion par les étrangers en situation irrégulière, Ethnologie française 2015/1 Vol 45, 123-133 pour plus d'informations sur les évaluations quotidiennes stressantes que les personnes doivent conduire.
- 12 Anderson L.M.C., Hjern A. et Ascher H., 2018, <u>Undocumented adult personnes migrantes in Sweden: mental health and associated factors</u> [Les adultes personnes migrantes en Suède: santé mentale et facteurs associés, en anglais], BMC Public Health 18:1369. Voir aussi PICUM, 2022, <u>Statut migratoire précaire, santé mentale et résilience pour ens avoir plus sur la santé mentale des personnes sans papiers.</u>
- 13 Médecins Sans Frontières, 2019, Les Mineurs Non Accompagnés, Symbole d'une Politique Maltraitante. Voir aussi PICUM, 2021, Grandir sans papiers : les conséquences d'une enfance en séjour irrégulier en Europe
- 14 Ibáñez A.M., Mya A., Ortega M.A., Rozo S.V. et Urbina M.J., 2022, Life Out of the Shadows: Impacts of Amnesties in the Lives of Migrants [Sortir de l'ombre et vivre : Les conséquences de l'amnistie sur les vies des personnes migrantes, en anglais], IZA Institute of Labor Economics Discussion Paper no. 15049

Une étude menée aux États-Unis sur des personnes ayant bénéficié du programme DACA¹⁵ et étant passées du statut de personnes sans papiers à celui de personnes bénéficiant d'une suspension de deux ans de leur expulsion a révélé « un effet fort, positif et significatif du statut juridique sur le bien-être psychologique. Le fait de bénéficier du DACA a réduit les risques de détresse, d'émotions négatives et d'inquiétude concernant l'auto-expulsion de 76 à 87 % par rapport aux répondants ne bénéficiant pas du DACA. »¹6 Les répondant·e·s ont déclaré que leur bien-être psychologique s'était amélioré grâce à une meilleure stabilité financière, à l'accès à l'enseignement supérieur et à des ressources telles que le

permis de conduire, ainsi qu'à une diminution de la peur et à une plus grande liberté. D'autres recherches utilisant une méthodologie différente confirment l'impact positif du DACA¹⁷.

Selon une autre étude, les personnes retrouvent également un sentiment de contrôle sur leur vie, ainsi qu'un sentiment de liberté et de bonheur. Cela s'explique par la sécurité que leur procure leur permis, mais aussi par le fait qu'une fois régularisées, elles peuvent se déplacer librement, tant à l'intérieur du pays qu'au-delà des frontières¹⁸.



« Ensuite, quand j'ai commencé à traverser la frontière après avoir obtenu mon titre de séjour, je me suis senti libre… Libre, vous voyez… […] Je me suis senti comme un oiseau, libre d'aller là où je voulais. »

Homme dans la trentaine, un an après la régularisation de sa situation¹⁹

¹⁵ Le DACA est un programme lancé en 2012 qui accorde une suspension de deux ans de l'expulsion aux enfants et aux jeunes arrivés aux États-Unis avant une certaine date et répondant à certains critères. Dans le cadre du DACA, ils et elles étaient autorisés à étudier, à travailler, à bénéficier d'avantages sociaux, etc.

Pour en savoir plus, voir par exemple US Citizenship and Immigration Service, Consideration of Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA) [Étude de l'action différée pour les arrivées d'enfants (DACA), en anglais], page Internet [consultée le 26 août 2025]

¹⁶ Patler C. et Laster Pirtle W., 2017, From undocumented to lawfully present: Do changes to legal status impact psychological wellbeing among latino immigrant young adults? [De l'absence de papiers à la présence juridique: Les modifications du statut juridique ont-elles des conséquences sur le bien-être psychologique des jeunes adultes latino qui immigrant ?, en anglais], Social Science & Medicine, p. 6

¹⁷ Venkataramani A.S., Shah S.J., O'Brien R., Kawachi I, et Tsai A.C., 2017, Health consequences of the US Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA) immigration programme: a quasi-experimental study [Conséquences en matière de santé du programme d'immigration états-unien sur l'action différée pour les arrivées d'enfants (DACA) : étude quasi-expérimentale, en anglais], Lancet Public Health, 2(4): e175–e181

¹⁸ Consoli L., Burton-Jeangros C., et Jackson Y.-L. J., 2022, Transitioning out of illegalization: cross-border mobility experiences [Sortir de l'irrégularisation : expériences de mobilités transfrontalières, en anglais], Frontiers in human dynamics, vol. 4

¹⁹ Citation tirée de from Consoli L., Burton-Jeangros C., Jackson Y.-L. J., 2022, Transitioning out of illegalization: cross-border mobility experiences [Sortir de l'irrégularisation : expériences de mobilités transfrontalières, en anglais], Frontiers in human dynamics, vol. 4, p. 12

Une autre étude, menée par Baker, a révélé que les personnes pouvaient se permettre de prendre plus de congés après leur régularisation, probablement parce qu'elles gagnaient davantage par heure²⁰. On peut imaginer que passer plus de temps avec ses proches, se reposer ou s'adonner à ses loisirs améliore également la santé mentale.

Cependant, ces améliorations peuvent être de courte durée en cas de statut migratoire précaire. Bell et al., par exemple, ont constaté que, si les habitudes de sommeil des bénéficiaires du DACA s'étaient considérablement améliorées²¹, cet effet positif s'était dissipé après 2016, quatre ans après l'adoption du DACA²². Patler, Hamilton et Savinar ont constaté les mêmes effets : une amélioration immédiate de la santé mentale après l'adoption du DACA, mais un retour aux niveaux d'avant le DACA en 2015. L'étude, qui analyse les données de 2009 à 2019, établit un lien entre ce déclin et l'insécurité du statut (qui n'est qu'une suspension de l'expulsion) et l'intensification de la rhétorique contre les personnes migrantes dans la politique américaine à cette date²³. Ces conclusions soulignent ce que PICUM, les

chercheurs·euses²⁴ et les personnes en situation de séjour précaire²⁵ ont toujours affirmé : des titres de séjour sûrs sont essentiels pour garantir que les personnes vivent en sécurité, s'épanouissent et s'intègrent pleinement dans la société et y contribuent. Si le titre de séjour permet le regroupement familial ou s'il inclut des titres de séjour pour les membres de la famille, la régularisation signifie également que les familles peuvent vivre ensemble ou que le stress et l'inquiétude liés au statut mixte de la famille diminuent. En effet, les recherches sur l'impact du DACA sur la santé mentale montrent que les bénéficiaires restaient inquiets pour la sécurité des membres de leur famille sans papiers, car le programme ne débouchait pas sur des titres de séjour pour les membres de leur famille. Ainsi, si le bien-être mental des bénéficiaires s'est amélioré, les recherches suggèrent que « les programmes qui ciblent les individus ne vont peut-être pas assez loin pour répondre au bien-être général et aux besoins des familles immigrées »26.

²⁰ Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité : la Loi de 1986 sur le réforme et le contrôle de l'immigration, en anglais], Stanford University

²¹ Le stress, les troubles de la santé mentale, la dépression et les troubles du sommeil sont interconnectés.

²² Giuntella O., Lonsky J., Mazonna F. et Stella L., 2021, Immigration policy and immigrants' sleep. Evidence from DACA [Politique migratoire et sommeil des personnes migrantes: Données tirées du programme DACA, en anglais], Journal of Economic Behavior and Organization 182, 1–12

²³ Patler C., Hamilton E., et Savinar R., 2020, The Limits of Gaining Rights while Remaining Marginalized: The Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA) Program and the Psychological Well-Being of Latina/o Undocumented Youth [Les limites de l'obtention de droits tout en restant marginalisé-e: le programme DACA et le bien-être psychologique des jeunes latino-américain-e-s sans papiers, en anglais], Social Forces 100(1)

²⁴ Nickerson A., Byrow Y., O'Donnell M., Bryant R.A., Mau V., McMahon T., Hoffman J., Mastrogiovanni N., Specker P. et Liddell B.J., 2023, The mental health effects of changing from insecure to secure visas for refugees [Les conséquences sur la santé mentale du passage d'un visa précaire à un visa stable chez les personnes réfugiées, en anglais], Australian & New Zealand Journal of Psychiatry, Vol. 57(11) 1486–1495; Jutvik K. et Holmqvist E., 2025, Precarious Residence? A study on the Impact of Restrictive Migration Policy on Migrants' Subjective Well-Being and Stress, [Une résidence précaire? Étude des répercussions d'une politique migratoire restrictive sur le bien-être et le stress subjectifs des personnes migrantes, en anglais] Nordic Journal of Migration Research, 15(4): 1, pp. 1–19; Lind, J., Hansen C., et Khoury N., 2023, The Impact of Temporary Residence Permits on Young Refugees' Abilities to Build a Life in Sweden [Conséquences des titres de séjour temporaires sur la capacité des jeunes réfugié-e-s à construire leur vie en Suède, en anglais], Social Sciences 12: 143.

²⁵ We Belong, 2020, Mental health check [Visite de contrôle de la santé mentale, en anglais]

²⁶ Patler C. et Laster Pirtle W., 2017, From undocumented to lawfully present: Do changes to legal status impact psychological wellbeing among latino immigrant young adults? [De l'absence de papiers à la présence juridique: Les modifications du statut juridique ont-elles des conséquences sur le bien-être psychologique des jeunes adultes latino qui immigrent?, en anglais], Social Science & Medicine, p. 2

Santé physique

Bien que la santé physique des personnes après la régularisation de leur situation semble avoir été moins étudiée, certains éléments indiquent qu'elle s'améliore ou ne semble pas affectée, du moins à court terme après la régularisation²⁷. Cela peut s'expliquer par le fait que les personnes migrantes ont tendance à être plus jeunes et en meilleure santé que la population moyenne de leur pays d'origine et de destination, un phénomène appelé « healthy immigrant effect » (« effet de la personne immigrée en bonne santé »)²⁸. Cependant, l'absence de papiers est difficile pour le corps et les personnes vieillissent. Il est donc normal que les personnes régularisées soient en meilleure santé au fil du temps, car elles ont accès aux soins dont elles ont besoin pour rester en bonne santé. Certaines études ont également mis en évidence des bienfaits pour la santé physique, non pas pour la personne elle-même, mais pour ses enfants²⁹.

À l'inverse, certaines études se sont penchées sur les effets d'un statut de résident précaire sur la santé. Une étude menée en Australie a comparé les personnes demandant l'asile (statut précaire) à celles qui ont obtenu le statut de réfugié (statut sûr). Elle a révélé que les personnes disposant d'un titre de séjour provisoire (c'est-à-dire temporaire et précaire) étaient trois fois moins susceptibles de pratiquer une activité physique, comme le sport, que leurs compatriotes bénéficiant d'un statut sûr. Elles étaient également plus susceptibles d'avoir un mode de vie sédentaire au quotidien. Les chercheurs euses ont constaté que l'insécurité du statut était à l'origine de problèmes de santé mentale, qui conduisaient à leur tour à un comportement plus sédentaire³⁰

²⁷ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers.

²⁸ Pour en savoir plus, voir par exemple ScienceDirect, Healthy Immigrant Effect, page Internet [consultée le 26 août 2025]

²⁹ Voir le chapitre sur les « conséquences intergénérationnelles »

³⁰ Rostami R, Wells R, Solaimani J, Berle D, Silove D, Rosenbaum S, et Steel Z, 2025, Visa Status, Physical Activity and Mental Health Among Farsi/Dari Speaking
Refugees, Immigrants and Asylum Seekers in Sydney, Australia [Visa, activité physique et santé mentale parmi les personnes réfugiées, migrantes et demandeuses
d'asile parlant farsi/dari à Sydney, en Australie, en anglais], Health Promot J Austr 36(2)



Vie professionnelle

De nombreuses personnes migrantes sans papiers travaillent dans une certaine mesure. Elles ont tendance à être fortement concentrées dans un petit nombre de secteurs ou d'emplois, souvent caractérisés par un certain degré d'informalité, une forte concurrence, de faibles marges bénéficiaires et la petite taille des entreprises³¹. Le plus souvent, ces personnes travaillent dans l'agriculture, les services domestiques, la garde d'enfants, le commerce du sexe, l'hôtellerie et/ou la construction ³². Beaucoup exercent également des emplois saisonniers³³. Cependant, tous tes ne travaillent pas sans papiers, soit parce qu'ils et elles ont trop peur des conséquences, soit parce qu'ils et elles n'en ont pas la possibilité ³⁴.

La régularisation offre donc des voies vers l'emploi formel, du moins lorsque le titre de séjour inclut le droit de travailler. En effet, les emplois que les personnes migrantes sans papiers occupent, leur rémunération et la manière dont on les traite dépendent du titre de séjour obtenu après leur régularisation.

Cette section se concentre sur trois aspects distincts de la vie professionnelle qui, selon la littérature, sont influencés par la régularisation : le taux d'emploi des personnes, leur mobilité professionnelle et les finances de leur ménage (à la fois les revenus provenant du travail et les dettes).

Taux d'emploi

Une étude menée au Royaume-Uni révèle que la régularisation augmente les chances de trouver un emploi³⁵, avec 38 % des personnes interrogées ayant

commencé à travailler et à contribuer à l'économie du pays uniquement après leur régularisation^{36,37}. Une autre étude montre que le programme PEP

- 31 FRA, 2012, Regularisations an instrument to reduce vulnerability, social exclusion and exploitation of personnes migrantes in an irregular situation in employment? [Régularisations: Un instrument pour diminuer la vulnérabilité, l'exclusion sociale et l'exploitation des personnes migrantes en situation irrégulière au travail ?, en anglais], document de travail
- 32 Beaucoup de ces secteurs sont également indispensables. Voir par exemple, Lisiecki M., 2025, The Role of Undocumented Workers in High-Growth Occupations and Industries Across the United States [Le rôle des travailleurs-euses sans papiers dans les métiers et industries porteurs aux États-Unis, en anglais], Center for Minration Studies
- 33 Orrenius et Zavodny (2004), cités dans Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité : la Loi de 1986 sur le réforme et le contrôle de l'immigration, en anglais], Stanford University.
- 34 Sur les 6 548 demandes déposées dans le cadre du programme de régularisation 2022 en Irlande, 4 674 comprenaient des informations sur la situation professionnelle du demandeur. Deux tiers travaillaient (55 % ont déclaré avoir un emploi et 11 % étaient indépendants), 25 % ont déclaré être au chômage, 7 % ont sélectionné « autre » et 1 % étaient étudiants. Source : Stapleton A., Cunniffe E. et Quinn A, 2024, Non-EU nationals in regular employment in Ireland [Ressortissants de pays extérieurs à l'UE employés régulièrement en Irlande, en anglais], ESRI Research Series no. 189
- 35 Cela s'explique en partie par le fait que les personnes disposant d'un titre de séjour et de travail peuvent trouver plus facilement un emploi. C'est du moins ce qu'ont déclaré 75 % des personnes interrogées dans le cadre des enquêtes américaines sur la population en situation régularisée de 1989 et 1992. Source :

 Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité : la Loi de 1986 sur le réforme et le contrôle de l'immigration, en anglais], Stanford University.
- 36 Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK
- 37 Certaines personnes peuvent toutefois quitter le marché du travail ou réduire leur temps de travail après la régularisation, par exemple les personnes âgées. Papademetriou, D., O'Neil, K., et Jachimowicz, M., 2004, Observations on regularization and the labour market performance of unauthorized and regularized immigrants [Observations sur la régularisation et la performance sur le marché du travail des personnes migrantes en situation régulière et irrégulière, en anglais], document rédigé pour la Commission européenne, DG Emploi et affaires sociales, dans FRA, 2012, Regularisations an instrument to reduce vulnerability, social exclusion and exploitation of personnes migrantes in an irregular situation in employment? [Régularisations: Un instrument pour diminuer la vulnérabilité, l'exclusion sociale et l'exploitation des personnes migrantes en situation irrégulière dans le cadre du travail 2, en anglais], document de travail, p. 14.

2017 destiné aux Vénézuéliens·nes migrants·es³8 a entraîné une augmentation de 10 % de l'emploi formel des bénéficiaires, ce qui est considéré comme élevé compte tenu de la forte prévalence du travail informel sur le marché du travail colombien³9. En Espagne, le taux d'emploi des jeunes non accompagné·e·s (âgé·e·s de 16 à 23 ans) est passé de 33 % à 54 % au cours de la première année suivant un changement législatif qui leur a donné accès à un titre de séjour et à une autorisation de travail⁴0.

Les personnes concernées ont également plus de chances de conserver leur emploi. Une étude menée par l'Institut espagnol de la Sécurité sociale montre qu'environ 80 % des personnes régularisées en 2005 avaient toujours un emploi un an plus tard⁴¹, tandis qu'une autre étude a révélé que les bénéficiaires d'un programme de régularisation mis en place en Italie en 2002 avaient beaucoup plus de chances d'occuper un emploi formel dix ans plus tard que ceux qui n'en avaient pas bénéficié⁴². Une étude menée auprès de 3 200 personnes migrantes régularisées en France dans les années 1980 a révélé que 87 % d'entre elles avaient un emploi deux ans après le programme de régularisation⁴³, soit une légère baisse par rapport au taux d'emploi de 95,3 % au moment de la régularisation.44

Les expériences professionnelles antérieures dans le pays peuvent avoir une incidence sur l'emploi ultérieur. Des recherches menées en Belgique ont montré que les personnes qui avaient travaillé régulièrement dans le passé (avant de devenir des personnes sans papiers et d'être ensuite régularisées) avaient plus de chances de travailler par la suite que celles qui n'avaient pas travaillé régulièrement auparavant⁴⁵. Ces recherches ont également constaté une différence entre les genres : 80 % des hommes régularisés qui étaient au chômage avant leur régularisation avaient un emploi sept ans plus tard, contre seulement 40 % des femmes qui étaient auparavant au chômage⁴⁶. Cette recherche montre comment d'autres aspects peuvent avoir un impact sur l'emploi, notamment l'identité et/ou les rôles de genre, et à quel point il peut être difficile de trouver un emploi au départ, surtout sans expérience (formelle) préalable et sans connaissance du marché du travail local, des opportunités et des procédures de recherche d'emploi.

Sans surprise, les programmes de régularisation qui exigent que les demandeurs euses aient un emploi au moment où leur demande est déposée ont un impact sur le taux d'emploi des personnes. Devillanova et al., qui ont analysé les effets du

³⁸ En 2017, la Colombie a créé le titre spécial de séjour (Permiso Especial de Permanencia - PEP) afin de régulariser la situation des Vénézuélien-ne-s résidant dans le pays. Ce titre d'une durée de deux ans donnait accès aux services sociaux et au marché du travail, et a depuis été renouvelé à plusieurs reprises.

³⁹ Ibáñez A.M., Mya A., Ortega M.A., Rozo S.V. et Urbina M.J., 2022, Life Out of the Shadows: Impacts of Amnesties in the Lives of Migrants [Sortir de l'ombre et vivre: Les conséquences de l'amnistie sur les vies des personnes migrantes, en anglais], IZA Institute of Labor Economics Discussion Paper no. 15049

⁴⁰ PICUM, 4 avril 2023, Spain: over 16.000 young personnes migrantes obtain residence permits thanks to 2021 reform [Espagne: Plus de 16 000 jeunes migrante-s ont obtenu un titre de séjour grâce à la réforme de 2021, en anglais, consulté le 21 août 2025]

⁴¹ Cité dans Finotelli C., and Arango, J. 2011, Regularisation of unauthorised immigrants in Italy and Spain: determinants and effects [La régularisation de personnes migrantes en Italie et en Espagne: critères et conséquences, en anglais], Documents d'anàlisi geogràfica, 57(3), 495-515.

⁴² Deiana C, Giua L et Nisticò R, 2022, Legalization and Long-Term Outcomes of Immigrant Workers [Régularisation et résultats sur le long terme de l'arrivée des travailleurs-euses migrants, en anglais], Cento Studi Luca D'agliano Development studies working papers n. 80

⁴³ Marie C. V., 1984, De la clandestinité à l'insertion professionnelle régulière, Travail et emploi, 22, 21-29., dans Borjas G.J. et Edo A., 2023, Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants [Monopsone, efficience et régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], IZA discussion paper series no 16297;

⁴⁴ Ministère français des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, 1984, The employment market and immigrants in an irregular situation: lessons from the recent legalization exercise in France [Le marché du travail et les personnes migrantes en situation irrégulière: leçons tirées du récent exercice de régularisation en France, en anglais], International Migration Review, 18(3), 558-578, dans Borjas G.J. et Edo A., 2023, Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants [Monopsone, efficience et régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], IZA discussion paper series no 16297

⁴⁵ Université libre de Bruxelles, Centrum voor Sociaal Beleid Herman Deleeck et Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, "Before and after", de sociale en economiche positie van personen die geregulariseerd werden in de uitvoering van de wet van 22/12/1999 [« Before and after », les bénéfices socio-économiques des personnes dont la situation a été régularisée en application de la loi du 22 décembre 1999 », en néerlandais], 2006.

programme de régularisation italien de 2002, ont constaté que les demandeurs-euses qui remplissaient les critères d'éligibilité⁴⁷ avaient 30 % plus de chances d'être employé·e·s que les personnes migrantes sans papiers qui ne remplissaient pas ces conditions d'éligibilité à la régularisation (le groupe témoin)⁴⁸. Cela ne signifie toutefois pas que toutes ces personnes ont ensuite trouvé un emploi, car les mesures de régularisation basées sur des contrats ont tendance à entraîner une augmentation des faux contrats vendus à des prix exorbitants⁴⁹.

Certaines études ont montré que certains programmes de régularisation n'ont pas entraîné d'augmentation du taux d'emploi à long terme. Par exemple, seule la moitié des personnes régularisées au début des années 2000 en Belgique avaient un emploi cinq ans plus tard⁵⁰. Un autre exemple est celui des mesures de régularisation qui exigent une promesse d'emploi, ce qui incite les employeurs euses et les intermédiaires malveillants·es à promettre des contrats de travail à des personnes sans papiers pleines d'espoir, pour des emplois qui s'avèrent soit abusifs, soit inexistants⁵¹. Les personnes peuvent également ne pas être en mesure de trouver ou de conserver un emploi en raison de la situation économique du pays ou de problèmes structurels. Les ressortissants de pays tiers vivant en Belgique, par exemple, ont un taux d'inactivité supérieur à la moyenne (44,2 %) par

rapport au reste de l'UE⁵² (29%), ce qui indique un problème systémique d'emploi et d'intégration sur le marché du travail en Belgique qui va au-delà de la conception du programme de régularisation ou du profil des personnes régularisées. De plus, lorsque le renouvellement des permis de séjour dépend du fait que les personnes aient un emploi, soient financièrement autonomes ou ne perçoivent pas d'allocations au moment du renouvellement, le chômage peut conduire à la perte du titre de séjour et au retour à une situation irrégulière.

En d'autres termes, l'impact exact des programmes de régularisation dépend à la fois de la conception de la mesure, de la situation du marché du travail et des politiques générales en matière d'emploi dans le pays à ce moment-là.

Néanmoins, la régularisation a une incidence sur les conditions de travail des personnes, les emplois qu'elles occupent et les secteurs dans lesquels elles travaillent. Cela modifie également leurs stratégies de recherche d'emploi, car ils ne sont plus limités à leur seul réseau et peuvent désormais contacter des agences, des services de recherche d'emploi, envoyer des candidatures et participer à des procédures formelles de candidature.

⁴⁷ Il s'agissait de la « durée minimale de résidence en Italie » et du « fait d'être employé au moment de la demande ».

⁴⁸ Devillanova C., Fasani F. et Frattini T., 2014, Employment of Undocumented Immigrants and the Prospect of Legal Status: Evidence from an Amnesty Program [Emploi des personnes migrantes sans papiers et perspectives d'obtention d'un statut légal : données issues d'un programme d'amnistie, en anglais], IZA Discussion paper series.

⁴⁹ Caritas International, 2021, <u>Demystifying the regularisation of undocumented workers</u> [Démystifier la régularisation des travailleurs-euses sans papiers, en anglais], orientations politiques; PICUM, 14 décembre 2021, <u>Italy: the 2020 regularisation scheme leaves many behind</u> [Italie: Le dispositif de régularisation de 2020 oublie de nombreuses personnes, en anglais], article de blog

⁵⁰ GVA, 2 août 2008, <u>Hoe evolueren illegalen na hun regularisatie?</u> [en néerlandais, consulté le 20 août 2025]

Figure 1. Reyneri, E., 2001, Migrants' Involvement in Irregular Employment in the Mediterranean Countries of the European Union [L'implication des personnes migrantes dans le travail informel dans les pays méditerranéens de l'Union européenne, en anglais], Université de Milan—Bicocca, document de travail; également dans Bansak C. et Pearlman S., 2021, <u>The impact of legalizing unauthorized immigrants</u> [Les conséquences de la régularisation des personnes migrantes, en anglais], Institut de l'économie du travail (IZA), Bonn

⁵² Universiteit Gent, 2022, Inactiviteit onder migranten in België: uitgediept via cijfers en studiewerk, orientations politiques no 5

Dettes et revenus

Nous abordons deux aspects liés à l'obtention d'un titre de séjour : son impact sur les revenus des personnes grâce au travail et le fait que celles-ci contractent ou non des dettes.

Revenus du travail

Des études conduites aux États-Unis, en Europe⁵³ et en Amérique du Sud montrent que, en général, les personnes gagnent davantage après la régularisation de leur situation⁵⁴. Par exemple, la Banque interaméricaine de développement a constaté que le premier programme de permis temporaires PEP⁵⁵ en Colombie avait entraîné une augmentation de 30 % des revenus des personnes migrantes régularisées⁵⁶, tandis qu'un programme de régularisation mis en place en 2021 au Pérou avait entraîné une augmentation de 12,1 % des revenus des bénéficiaires⁵⁷. Une étude portant sur un programme italien de régularisation des travailleurs·euses (« Bossi-Fini ») a quant à elle révélé que les revenus professionnels annuels

des hommes auparavant sans papiers avaient augmenté de 13 % de plus que ceux qui n'avaient jamais été sans papiers. Les revenus des femmes ont également augmenté, mais dans une moindre mesure : de 4 à 6 %, selon qu'elles étaient entrées de manière irrégulière ou avaient dépassé la durée de validité de leur visa⁵⁸.

Une étude sur le programme de régularisation « IRCA » de 1986 aux États-Unis⁵⁹ a montré que cette mesure « s'est traduite par une augmentation des salaires, une amélioration des compétences de la main-d'œuvre et des conditions équitables pour les autres travailleurs-euses »⁶⁰. Des salaires ou des revenus familiaux plus élevés se traduisent généralement par une moindre insécurité alimentaire et une plus grande résilience face aux chocs économiques négatifs, comme la pandémie de COVID-19⁶¹. Ils permettent également de meilleures conditions de vie.

⁵³ Par exemple, Marie C. V., 1984, De la clandestinité à l'insertion professionnelle régulière, Travail et emploi, 22, 21-29., dans Borjas G.J. et Edo A., 2023, Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants [Monopsone, efficience et régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], IZA discussion paper series no 16297; Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK

Il convient toutefois de noter que, même si les personnes gagnent davantage par heure, les personnes régularisées gagnent souvent moins que la moyenne nationale. L'étude belge « Avant et après », par exemple, a révélé que 95 % des personnes régularisées participant à l'étude gagnaient moins de 110 euros par jour en 2007 [équivalent à 164 euros en 2024], alors que ce n'était le cas que pour 60 % de la population belge totale. Source : Centrum voor Sociaal Beleid, Université d'Anvers, Groupe d'études sur l'ethnicité, le racisme, les migrations et l'exclusion, Université Libre de Bruxelles, 2008, Before and after: La situation sociale et économique des personnes ayant bénéficié de la procédure de régularisation en 2000 (Loi du 22 décembre 1999). Inflation calculée le 29 août 2025 sur 'Belgium Inflation Calculator'

^{55 «} PEP » signifie « permiso especial de permanensia », ou « titre de séjour spécifique » en français.

⁵⁶ Citation tirée de IRC, 30 octobre 2023, A step Forward: Lessons from Colombia's Temporary Protection Status for Venezuelans [Un pas en avant : Leçons tirées du statut de protection temporaire de la Colombie à l'égard des Vénézuélien-ne-s, en anglais].

⁵⁷ Luzes M., Rivera Rivera A., Rodríguez Guillén L., et van der Werf C., 2024, Impacts of a Regularization Program in Peru [Conséquences d'un programme de régularisation au Pérou, en anglais], Inter-American Development Bank Migration Unit, document n° IDB-DP-01067

⁵⁸ Martino E.M., Naticcioni P. et Di Porto E., 2019, The impact of regularising migrant workers [Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses migrants, en anglais], site Internet [consulté le 10 juillet 2025]

⁵⁹ Le programme IRCA (Immigration and Reform Control Act) de 1986 a régularisé le statut de près de trois millions de personnes sans papiers vivant aux États-Unis. Voir Wikipedia Immigration Reform and Control Act of 1986 pour plus d'informations [consulté le 20 août 2025]

⁶⁰ Kossoudji S.A., 2013, Back to the future: the impact of legalisation then and now [Retour vers le futur: conséquences de la régularisation, hier et aujourd'hui, en anglais], Immigration Policy Center, p. 4

⁶¹ Ibáñez A.M., Mya A., Ortega M.A., Rozo S.V. et Urbina M.J., 2022, Life Out of the Shadows: Impacts of Amnesties in the Lives of Migrants [Sortir de l'ombre et vivre: Les conséquences de l'amnistie sur les vies des personnes migrantes, en analais], IZA Institute of Labor Economics Discussion Paper no. 15049

Cependant, plusieurs études montrent que tout le monde n'en tire pas les mêmes bénéfices. Deux études révèlent que les personnes migrantes sans papiers relativement plus qualifiées voient leur travail et leurs revenus s'améliorer davantage que leurs homologues moins qualifiées⁶². Les chercheurs euses supposent que cela s'explique par le fait que les travailleurs euses plus qualifié e s ont dès le départ de meilleures chances de négocier des salaires plus élevés (grâce à de meilleures compétences linguistiques, par exemple) et que leur régularisation leur ouvre les portes d'opportunités sur le marché du travail auxquelles ils et elles n'avaient pas accès auparavant. Kaushal est parvenue à des conclusions similaires lorsqu'elle a étudié les effets du programme NACARA de 1997, qui a régularisé environ 450 000 personnes originaires du Nicaragua, de Cuba, du Guatemala et du Salvador vivant aux États-Unis. Elle a constaté que seuls les salaires des personnes titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou supérieures avaient augmenté de manière significative après la régularisation (d'un point de vue statistique)63.

Les recherches montrent que les hommes et les femmes peuvent bénéficier différemment, ou à des degrés divers, de la régularisation. Par exemple, des recherches menées aux États-Unis⁶⁴, en Italie⁶⁵ et en Suisse indiquent que les femmes bénéficient moins de la régularisation que les hommes, notamment parce que leurs salaires ont moins augmenté que ceux des hommes. L'étude « Parchemins », une recherche longitudinale suisse sur l'impact de l'Opération Papyrus⁶⁶, a révélé que les femmes sans papiers en Suisse sont plus susceptibles de travailler dans le secteur domestique, un secteur où les employé·e·s ont déjà du mal à gagner suffisamment leur vie. Même après leur régularisation, les femmes ont continué à déclarer une capacité moindre à cotiser à la Sécurité sociale (qui dépend du nombre d'heures travaillées). Elles ont également continué à gagner moins que les hommes régularisés. Il semble que les femmes soient restées dans une situation de plus grande instabilité professionnelle tout au long de l'étude, travaillant moins d'heures que les hommes régularisés et étant plus susceptibles de travailler même lorsqu'elles étaient malades⁶⁷.

⁶² Lofstrom, M., Hill, L. et Hayes, J., 2011, Labor Market Effects of Immigrant Legalization in the Post-IRCA Era [Conséquences de la régularisation sur le marché du travail à l'ère post-IRCA, en anglais]; Monras, J., Vázquez-Grenno J., et Elias F, 2018, Understanding the Effects of Granting Work Permits to Undocumented Immigrants [Comprendre les conséquences de l'octroi de titres de séjour à des personnes migrantes sans papiers, en anglais], CEPR Discussion Paper No. DP12726

⁶³ Les personnes qui n'ont pas obtenu leur diplôme d'études secondaires n'ont pas vu leur salaire augmenter de manière significative (seulement 1 % d'augmentation); il semblait rester stable. Kaushal, N., 2006, Amnesty programs and the labor market outcomes of undocumented workers [Programmes d'amnistie et conséquences sur le marché du travail des travailleurs-euses sans papiers, en anglais], Journal of Human Resources 41(3), 631(647, dans Fasani F., 2014,

Understanding the Role of Immigrants' Legal Status: Evidence from Policy Experiments [Comprendre le rôle du statut juridique des personnes migrantes: données tirées d'expériences politiques, en anglais], IZA Discussion paper series

⁶⁴ Kossoudji S.A. et Cobb-Clark D., 1999, Did Legalization Matter for Women? Amnesty and the Wage Determinants of Formerly Unauthorized Workers [La régularisation a-t-elle été important pour les femmes? L'amnistie et les critères de salaire des travailleurs-euses anciennement en situation irrégulière, en anglais], Gender Issues 17, no. 4: 3-14, dans Kossoudji S.A., 2013, Back to the future: the impact of legalisation then and now [Retour vers le futur: conséquences de la régularisation, hier et aujourd'hui, en anglais], Immigration Policy Center; Auedo-Dorantes C. et Bansak C., 2011, The Impact of Amnesty on Labor Market Outcomes: A Panel Study Using the Legalized Population Survey [Les conséquences de l'amnistie sur le marché du travail: Étude s'appuyant sur un sondage réalisé parmi la population à la situation régularisée, en anglais], Center for Research and Analysis of Migration, Discussion Paper Series CDP No 06/11

⁶⁵ Le programme de régularisation Bossi-Fini, voir ailleurs.

⁶⁶ Pour en savoir plus sur l'Opération Papyrus, voir notamment PICUM, 20 avril 2020, <u>Geneva: Operation Papyrus regularised thousands of undocumented workers</u> [Genève: L'Opération Papyrus a permis la régularisation de la situation de milliers de travailleurs-euses sans papiers, en anglais], article de blog [consulté le 1^{er} septembre 2025]

⁶⁷ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers

Cela correspond aux conclusions de Kreisberg et Jackson sur les interactions entre le genre, le statut de résident et la stratification du marché du travail. Ils constatent que le fait d'être sans papiers a plus d'impact sur les emplois accessibles aux hommes qu'aux femmes, y compris à long terme (après régularisation). En fait, si la carrière des hommes régularisés continue effectivement de souffrir de leur période d'irrégularité⁶⁸, le fait de ne pas avoir eu de papiers est associé à un « désavantage croissant » chez les femmes⁶⁹. Cela s'explique par le fait que les migrantes sans papiers ont tendance à être fortement concentrées dans des secteurs précaires, tels que les travaux domestiques, le nettoyage et les soins, et ont des difficultés à quitter ces secteurs après leur régularisation. Ces secteurs offrent également aux travailleurs euses moins de possibilités de « mobilité ascendante ultérieure »70.

L'impact de la régularisation sur les conditions de travail et les salaires des personnes dépend de la conception du programme et du permis de résidence⁷¹. « Les effets sur les salaires des immigrants es nouvellement autorisé es dépendent du degré de mobilité accordé dans le cadre des programmes [de régularisation], de la taille préexistante du secteur informel et d'autres obstacles à l'emploi formel », écrivent Bansak et Pearlman⁷². Ils citent

deux exemples, l'un en France et l'autre en Colombie, où les salaires des personnes concernées ne se sont pas améliorés de manière significative après la régularisation. Une autre étude souligne le danger des régularisations dépendantes de l'employeur, qui peuvent aggraver les conditions de travail (horaires, salaires) des personnes concernées⁷³. Il est donc important que les permis ne soient pas liés à un seul employeur ou secteur.

Cependant, même si les salaires de certaines personnes n'augmentent pas beaucoup immédiatement après la régularisation, par exemple parce qu'elles ne trouvent pas d'emplois mieux rémunérés⁷⁴, leurs conditions de travail ou de vie s'améliorent globalement, soit immédiatement, soit à terme. La régularisation apporte une sécurité mentale et un accès à des services et à des aides, notamment à des formations permettant d'améliorer ou de certifier les compétences, ce qui améliore à son tour le pouvoir d'achat ou la sécurité de l'emploi à long terme.

Dette

Il est de notoriété publique que certaines personnes sans papiers s'endettent pour demander un titre de séjour. C'est certainement le cas dans les pays

⁶⁸ Parce qu'ils ont « perdu » des années précieuses à travailler dans leurs champs, qu'ils n'ont pas pu acquérir de compétences (supplémentaires) alors qu'ils n'avaient pas de papiers et/ou en raison de la stigmatisation liée au fait de ne pas avoir eu de papiers.

⁶⁹ Kreisberg N.A. et Jackson M., 2023, <u>Durable Disadvantage: Gender and the Mark of Unauthorized Status in Immigrants' Occupational Trajectories</u> [Désavantage durable: Le genre et la marque du statut irrégulier sur les trajectoires professionnelles des personnes migrantes, en anglais], Social Perspect 66(1): 145–172, 7 – 15).

⁷⁰ Ibid, p. 16

⁷¹ Pour en savoir plus sur l'élaboration de mesures de régularisation, voir PICUM, 2023, L'importance et l'élaboration des mécanismes et programmes de régularisation

⁷² Bansak C. et Pearlman S., 2021, The impact of legalizing unauthorized immigrants [Les conséquences de la régularisation des personnes migrantes, en anglais], Institut de l'économie du travail (IZA), Bonn

⁷³ Markova E., Paraskevopoulou A. et McKay S., 2019, Treading lightly: regularised migrant workers in Europe [Avancer avec précaution: les travailleurs-euses migrants à la situation régularisée en Europe, en anglais], Migration Letters 16(3), 451-461.

⁷⁴ Voir par exemple Le Courant S., 2014, «Étre le dernier jeune » Les temporalités contrariées des personnes migrantes irréguliers, Terrain 63, 38-53.

Les conséquences des mesures de régularisation sur les personnes, sur les institutions et sur la société en général

où les frais de dossier sont prohibitifs, comme au Royaume-Uni⁷⁵, mais cela peut également être le cas dans les pays où les coûts liés à la régularisation sont plus abordables ⁷⁶. Des employeurs-euses ou des avocat-e-s mal intentionné-e-s peuvent par exemple demander de l'argent à l'avance, même lorsque la demande a peu de chances d'aboutir⁷⁷.

Cependant, certains éléments indiquent que certaines personnes contractent des dettes supplémentaires après avoir obtenu un titre de séjour⁷⁸. Ces dettes peuvent être une conséquence directe de l'obtention d'un titre de séjour (nouvelles taxes à payer) et des conséquences indirectes (voyage dans le pays d'origine pour rendre visite à la famille, loyers plus élevés lors du déménagement dans un logement meilleur) ou être dues à des obligations familiales (transferts de fonds). De plus, les personnes devront apprendre les tenants et aboutissants des obligations et des droits administratifs et juridiques des personnes migrantes en situation régulière. Le fait de ne pas connaître ou comprendre les systèmes de prestations (souvent complexes) empêche également les personnes de demander de l'aide et peut les amener à recourir à des prêts.

Ces dettes constituent non seulement un fardeau financier évident pour le ménage, mais aussi une source de stress. Et si la dette devient trop importante, elle peut devenir un obstacle au maintien du titre de séjour. Comme l'explique une femme à la situation récemment régularisée : « Le souci, c'est de savoir comment conserver son permis quand on n'en a pas les moyens »⁷⁹.

Les gouvernements peuvent prendre trois mesures pour limiter le poids de la dette. Premièrement, les gouvernements nationaux peuvent rendre les procédures de résidence abordables et exonérer certains groupes de personnes des frais⁸⁰. Deuxièmement, ils peuvent renforcer leurs systèmes d'aide juridictionnelle et d'aide juridique afin d'aider les personnes sans papiers à naviguer dans les procédures de régularisation sans avoir à recourir à une assistance juridique malavisée ou coûteuse. Troisièmement, les gouvernements nationaux et locaux peuvent inclure des cours d'éducation financière et de gestion budgétaire dans les mesures qu'ils mettent en œuvre parallèlement à une mesure de régularisation (mécanisme ou programme)⁸¹.

⁷⁵ Migrant Voice, 2022, Destroying hopes, dreams and lives. How the UK visa cost and process impact migrants' lives [Espoirs, rêves et vies détruits: Les répercussions des frais et procédures de visa sur les vies des personnes migrantes au Royaume-Uni, en anglais]

⁷⁶ Voir PICUM, The use of fees in residence procedures in Europe: Pricing undocumented people out of a residence permit? [« Le recours aux frais de procédure pour les demandes de titres de séjour en Europe : une exclusion financière pour les personnes sans papiers ? », en anglais], 2023

⁷⁷ Voir par exemple Le Courant S., 2015, Le poids de la menace. L'évaluation quotidienne du risque d'expulsion par les étrangers en situation irrégulière, Ethnologie française 45(1), 123-133; Markova E., Paraskevopoulou A. et McKay S., 2019, Treading lightly: regularised migrant workers in Europe [Avancer avec précaution : les travailleurs-euses migrants à la situation régularisée en Europe, en anglais], Migration Letters 16(3), 451-461.

⁷⁸ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers

⁷⁹ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers, p. 47

⁸⁰ Pour des recommandations plus détaillées, voir PICUM, 2023, The use of fees in residence procedures in Europe: Pricing people out of a residence permit? [« Le recours aux frais dans les procédures de séjour en Europe : empêcher financièrement certaines personnes d'obtenir un titre de séjour ? », en anglais]

⁸¹ Élément clé n°10 : « Le dispositif de régularisation empêche le séjour et le travail irréguliers, et comprend des mesures d'accompagnement » voir PICUM, 2023, L'importance et l'élaboration des mécanismes et programmes de régularisation

Mobilité sur le marché du travail

Les recherches montrent que les personnes sans papiers sont plus susceptibles de changer d'emploi ou de profession après leur régularisation que les personnes migrantes en situation régulière (à condition que le permis ne soit pas lié à un emploi, un employeur ou un secteur spécifique⁸²). Cela n'est pas surprenant, car les personnes sans papiers occupent généralement des emplois peu rémunérés et souhaitent accéder à des postes mieux rémunérés. Par exemple, une étude portant sur le programme italien de régularisation Bossi-Fini du début des années 2000 a montré que 75 % des travailleurs·euses régularisé·e·s étaient toujours employé·e·s quatre ans plus tard, mais que la plupart avaient changé d'emploi ou de secteur d'activité. Environ la moitié d'entre elles eux avaient également déménagé dans une autre province83. La même étude révèle que les personnes migrantes dont la situation a été régularisée sont beaucoup plus mobiles que les autres travailleurs euses : elles sont au moins 35 % plus susceptibles de changer d'employeur euse et 18 % plus susceptibles de changer de province dans les années qui suivent la régularisation84.

Une étude portant sur les bénéficiaires du programme de régularisation IRCA de 1986 aux États-Unis a révélé que les personnes entrées irrégulièrement dans le pays étaient plus susceptibles de changer d'emploi que celles entrées régulièrement⁹⁵. Cette conclusion montre que d'autres facteurs plus larges et préexistants jouent un rôle dans la mobilité professionnelle des personnes après la régularisation.

Une étude qualitative portant sur le Royaume-Uni a également constaté une **mobilité sociale ascendante** après la régularisation et une augmentation des « emplois moyennement à hautement qualifiés » parmi les répondant·e·s régularisé·e·s⁸⁶. Par exemple, cette étude a noté que de nombreuses personnes avaient des titres professionnels comprenant des termes tels que « responsable », « directeur·trice », « superviseur·e » ou « chef·fe ».

La mobilité n'est pas seulement professionnelle ou géographique, elle est également intersectorielle (si les permis le permettent). Les travailleurs-euses sans papiers ont tendance à se concentrer dans un petit nombre d'emplois ou de secteurs⁸⁷, notamment l'agriculture, le travail domestique, la garde d'enfants, le travail du sexe et la construction, et beaucoup changent de secteur pour s'orienter vers des domaines qui correspondent mieux à leurs compétences ou à leurs aspirations, ou qui offrent de meilleures conditions de travail. Pourtant, beaucoup restent également dans leur secteur d'origine : environ la moitié des personnes qui ont bénéficié du programme de régularisation

⁸² Voir aussi Markova E., Paraskevopoulou A. et McKay S., 2019, Treading lightly: regularised migrant workers in Europe [Avancer avec précaution : les travailleurs-euses migrants à la situation régularisée en Europe, en anglais], Migration Letters 16(3), 451-461.

⁸³ Martino E.M., Naticcioni P. et Di Porto E., 2019, The impact of regularising migrant workers [Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses migrants, en anglais], site Internet [consulté le 10 juillet 2025]

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ Lofstrom, M., Hill, L. et Hayes, J., 2011, Labor Market Effects of Immigrant Legalization in the Post-IRCA Era [Conséquences de la régularisation sur le marché du travail à l'ère post-IRCA, en anglais]

⁸⁶ Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK

⁸⁷ Souvent des secteurs caractérisés par une forte concurrence, de faibles marges bénéficiaires et des entreprises de petite taille. Source: FRA, 2012, Regularisations – an instrument to reduce vulnerability, social exclusion and exploitation of personnes migrantes in an irregular situation in employment? [Les régularisations – un instrument permettant de réduire la vulnérabilité, l'exclusion sociale et l'exploitation des personnes migrantes en situation irrégulière dans le domaine de l'emploi ?, en anglais], document de travail

espagnol de 2004 sont restées dans leur secteur, par exemple⁸⁸. Toutefois, une importante association d'agriculteurs a déclaré que seuls 10 à 20 % des travailleurs·euses agricoles travaillaient encore dans leur secteur à la fin de 2007⁸⁹, ce qui indique que les changements peuvent également dépendre du secteur.

Ces conséquences positives ne se produisent pas du jour au lendemain. Les travailleurs euses régularisé·e·s continueront à travailler dans le même secteur ou à occuper le même emploi, souvent peu rémunéré, pendant un certain temps après leur régularisation s'ils ou elles ont des difficultés à accéder à d'autres emplois mieux rémunérés⁹⁰. Par exemple, une étude longitudinale suisse (sur 5 ans) sur les effets de l'« Opération Papyrus » a révélé que les changements de secteur étaient rares et que la majorité des travailleurs euses (presque toutes des femmes) continuaient à travailler dans le même domaine qu'avant leur régularisation. Elle a également montré que seule une minorité de personnes suivaient une formation pour faire évoluer leur carrière. Les chercheurs euses ont conclu que cette faible mobilité entre les secteurs d'emploi pouvait s'expliquer par la difficulté pour les personnes concernées de faire reconnaître leurs qualifications professionnelles91.

Cela peut en effet être un facteur, tout comme les barrières linguistiques, la nécessité d'apprendre à naviguer sur le marché du travail formel et la discrimination à l'égard des communautés racisées⁹² ou de certaines identités de genre. Dans d'autres cas, les personnes peuvent être ou se sentir contraintes de rester dans certains emplois parce que cela pourrait les aider à obtenir ou à conserver un titre de séjour, même si cela n'a aucune incidence sur la décision des services d'immigration⁹³. L'immobilité professionnelle se produit également lorsque la régularisation d'une personne visait à régulariser son travail non déclaré ou sa relation non déclarée avec son employeur, après quoi elle doit rester chez cet employeur pour conserver son titre de séjour.

Il est donc important de noter que la régularisation ne résout pas tous les obstacles à la recherche d'un emploi bien rémunéré et adapté aux compétences. Le ralentissement économique et le manque d'emplois auront un impact sur l'intégration des personnes migrantes en situation régulière sur le marché du travail⁹⁴, tout comme la discrimination sur le marché du travail et les titres de séjour liés à l'employeur.

⁸⁸ Monras, J., Vázquez-Grenno, J., et Elias, F., 2020, <u>Understanding the effects of granting work permits to undocumented immigrants</u> [Comprendre les conséquences de l'octroi d'autorisations de travail à des personnes migrantes sans papiers, en anglais] (document de travail no 1228). Barcelona GSE.

⁸⁹ Tiré de Finotelli C. et Arango J., 2011, Regularisation of unauthorised immigrants in Italy and Spain: determinants and effects, [Régularisation de personnes migrantes en situation irrégulière en Italie et en Espagne: critères et conséquences, en anglais], Documents d'anàlisi geogràfica, 57(3), 495-515.

⁹⁰ Par exemple, Brun F., 1999, Les personnes sans papiers et le travail: La justification paradoxale, dans Laacher, S. (ed.), L'Etat français et l'immigration irrégulière, Migrinf, dans Reyneri E., 2005, Migrants' involvement in irregular employment in the Mediterranean countries of the European Union [Participation des personnes migrantes dans le travail informel dans les pays méditerranéens de l'Union européenne, en anglais], Organisation internationale du travail

⁹¹ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers.

⁹² Voir par exemple Markova E., Paraskevopoulou A. et McKay S., 2019, Treading lightly: regularised migrant workers in Europe [Avancer avec précaution : les travailleurs-euses migrants à la situation régularisée en Europe, en anglais], Migration Letters 16(3), 451-461.

⁹³ Chauvin S, Le Courant S et Tourette L, Le travail de l'irrégularité. Les migrant-e-s sans papiers et l'économie morale de l'emploi, Revue européenne des migrations internationales vol. 37 - n°1 et 2

⁹⁴ Badre A., 2024, Morocco Country Brief on Irregular Migration Policy Context (Fiche pays du Maroc dans le contexte des politiques migratoires et de la situation irrégulière, en anglais). Rapport MIrreM. Krems: Université Krems de l'éducation continue (Université Krems du Danube).

Conditions de logement

Les conditions de logement ou de vie des personnes sans papiers sont souvent précaires, inadéquates et insécurisées⁹⁵. Par exemple, 70 % des participants sans papiers à une étude suisse sous-louaient leur logement et 66 % pensaient devoir déménager à court terme. Les personnes vivaient également dans des logements plus surpeuplés⁹⁶ (deux fois plus que la population genevoise en général) et les femmes sans papiers vivaient dans des logements encore plus surpeuplés que les hommes⁹⁷. Les personnes sans papiers sont également plus nombreuses parmi les sans-abri de nombreuses villes, en particulier lorsque les refuges ne sont pas sûrs ou n'acceptent pas les personnes sans papiers⁹⁸.

Si l'obtention d'un titre de séjour devrait offrir aux personnes davantage de possibilités de trouver un logement sûr, sécurisé et abordable, peu de chercheurs-euses se sont penchés sur la question. Deux études – l'une portant sur l'impact d'une initiative de régularisation en Belgique et l'autre en Suisse – ont révélé que de nombreuses personnes déménageaient peu après la régularisation de leur situation⁹⁹. En outre, alors qu'un nombre très limité de personnes sans papiers à Genève, en Suisse, avaient des contrats de location à leur nom avant la régularisation, leur nombre a considérablement augmenté dans les années qui ont suivi, ce qui indique qu'ils ne sous-louaient plus et jouissaient des droits des locataires. Ainsi, la qualité de leur logement s'est améliorée et la surpopulation a diminué au cours des cinq années qui ont suivi la régularisation¹⁰⁰. L'étude belge a révélé que sur les 116 personnes interrogées, la plupart ont continué à louer, mais certaines (21) ont déménagé dans des logements sociaux, tandis que 24 autres sont devenues propriétaires au cours des cinq années qui ont suivi la régularisation¹⁰¹.

⁹⁵ Voir par exemple PICUM, 2021, Grandir sans papiers: les conséquences d'une enfance en séjour irrégulier en Europe; PICUM, 2013, Housing and Homelessness of Undocumented Migrants in Europe: Developing Strategies and Good Practices to Ensure Access to Housing and Shelter [Logement et sans-abrisme des personnes migrantes sans papiers en Europe: Développement des stratégies et des bonnes pratiques pour garantir l'accès au logement et aux abris, en anglais]; PICUM, 2021, PICUM's contribution to the consultation of the UN Special Rapporteur on the right to adequate housing on housing discrimination and spatial segregation [Contribution de PICUM à la consultation du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à un logement adéquat en matière de discrimination au logement et de ségrégation spatiale, en anglais]

⁹⁶ Une étude portant sur la situation en Colombie a révélé un problème similaire de surpeuplement : les Vénézuélien-ne-s régularisé-e-s disposaient de 9,5 % de pièces supplémentaires par membre de la famille que leurs compatriotes non régularisé-e-s. Source : Florez U., Villarraga M.J. et R., Viviana S., Moya A. et Ibáñez, A.M., 2023, Least Protected, Most Affected : Impacts of Migration Regularization Programs on Pandemic Resilience, [Les moins protégé-e-s mais les plus touché-e-s : Les conséquences des programmes de régularisation administrative sur la résilience face à la pandémie, en anglais], Policy Research Working Paper Series 10/21 Raque mondiale

⁹⁷ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers.

⁹⁸ Voir le futur rapport de PICUM et de FEANTSA sur l'accès à un logement adéquat et sur les solutions organisées en autonomie (à venir en 2026).

⁹⁹ Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Rasimebestrijding, 2006, <u>Before and after, De sociale en economische positive van personen die geregulariseerd wereden in uitvoering vna de wet van 22/12/1999</u>; Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, <u>Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers.</u>

¹⁰⁰ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers.

¹⁰¹ Université libre de Bruxelles, Centrum voor Sociaal Beleid Herman Deleeck et Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, "Before and after", de sociale en economiche positie van personen die geregulariseerd werden in de uitvoering van de wet van 22/12/1999 [« Before and after », les bénéfices socio-économiques des personnes dont la situation a été régularisée en application de la loi du 22 décembre 1999 », en néerlandais], 2006.



Vie de famille : voyager à l'étranger et/ou créer un foyer

L'un des avantages les plus souvent cités par les personnes régularisées est, selon elles 102, la capacité à voyager à l'étranger et à rendre visite à leur famille. Ces visites ont souvent lieu peu après la régularisation, généralement après de longues périodes de séparation, parfois même des décennies 103. Par exemple, 61 % des personnes migrantes à la situation nouvellement régularisée ayant participé à une étude ont visité leur pays d'origine peu après leur régularisation. Pour 22 % d'entre elles, il s'agissait de leur tout premier retour au pays 104.

Ces voyages sont un événement joyeux et très attendu. Cependant, ils s'accompagnent également de nombreuses attentes¹⁰⁵ (apporter des cadeaux, par exemple), de défis logistiques (prendre des congés, etc.) et de nouvelles charges financières (frais de voyage, congés, etc.)¹⁰⁶. Les visites dans le pays d'origine peuvent également être difficiles sur le plan émotionnel, car la dynamique familiale aura changé pendant que la personne était à l'étranger, même si elle est restée en contact régulier avec ses parents, ses frères et sœurs ou ses enfants¹⁰⁷.

Pour certains, obtenir des papiers signifie également pouvoir sortir plus librement 108 ou se sentir suffisamment en sécurité pour fonder une famille 109. Les chercheurs euses de l'étude Parchemins constatent que « la régularisation semble stabiliser la vie familiale, en particulier pour les hommes, car leur titre de séjour leur donne accès à des transitions de vie en termes d'union (mariage ou divorce) et de parentalité »110. Ils notent que l'effet stabilisateur est probablement plus notable pour les hommes de leur étude, car beaucoup de femmes qui ont participé à l'étude et à l'« Opération Papyrus » ont des enfants dans leur pays d'origine (c'est-à-dire que ces femmes ont émigré pour subvenir aux besoins de leurs enfants).

¹⁰² Consoli L., Burton-Jeangros C., et Jackson Y.-L. J., 2022, Transitioning out of illegalization: cross-border mobility experiences [Sortir de l'irrégularisation : expériences de mobilités transfrontalières, en anglais], Frontiers in human dynamics, vol. 4.

¹⁰³ Levinson, A., 2005, The regularisation of unauthorized migrants: Literature survey and country case studies [La régularisation des personnes migrantes en situation irrégulière: Étude de la littérature et études de cas par pays, en anglais], Oxford: Centre on Migration, Policy and Society, Université d'Oxford.

¹⁰⁴ Consoli L., Burton-Jeangros C., et Jackson Y.-L. J., 2022, Transitioning out of illegalization: cross-border mobility experiences [Sortir de l'irrégularisation: expériences de mobilités transfrontalières, en anglais], Frontiers in human dynamics, vol. 4.

¹⁰⁵ Le Courant S., 2014, « Être le dernier jeune » Les temporalités contrariées des personnes migrantes irréguliers, Terrain 63, 38-53.

¹⁰⁶ Consoli L., Burton-Jeangros C., et Jackson Y.-L. J., 2022, Transitioning out of illegalization: cross-border mobility experiences [Sortir de l'irrégularisation: expériences de mobilités transfrontalières, en anglais], Frontiers in human dynamics, vol. 4.

¹⁰⁷ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers; Fresnoza-Flot A., 2009, Migration status and transnational mothering: the case of Filipino personnes migrantes in France [Statut migratoire et maternité transnationale: le cas des ressortissant-e-s philippin-ne-s ayant migré en France, en anglais], Global Networks vol 9 issue 2

¹⁰⁸ Pila, D. 2014, "I'm not good enough for anyone": legal status and the dating lives of undocumented young adults [« Je ne suis assez bien pour personne »: statut juridique et la vie amoureuse des jeunes adultes sans papiers, en anglais], Legacy Theses & Dissertations (2009 - 2024). 1236.

¹⁰⁹ La décision des personnes d'avoir ou non (davantage) d'enfants peut également être influencée par la régularisation. Une étude longitudinale a révélé que les couples régularisés étaient moins susceptibles d'avoir des enfants que leurs homologues sans papiers au cours des trois années suivant la régularisation. Les chercheurs-euses ont émis l'hypothèse que cela était dû à un meilleur accès aux soins de fertilité (y compris aux services de planning familial) et au fait que la régularisation permettait aux femmes de travailler (c'est-à-dire que le coût d'opportunité d'avoir un enfant devenait plus important). Source : Amuedo-Dorantes C., Ibáñez A.M., Rozo S.V. and Traettino S., 2024, Regularization Programs and the Fertility of Forced Migrants: Insights from a Panel Study of Venezuelan Migrants in Colombia (Programmes de régularisation et fertilité des personnes forcées d'émigrer : Informations tirées d'une étude conduite auprès des Vénézuélien-ne-s personnes migrantes en Colombie, en anglais]

¹¹⁰ Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, Sortir de la clandestinité. Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers, p. 52



« Ils m'ont dit que j'étais leur fille prodige, parce que je ne suis pas rentrée avant de nombreuses années... Et quand je suis rentrée, ils ont organisé une fête, on a passé beaucoup de temps ensemble, c'était très joyeux. C'est comme si ça avait réparé quelque chose en eux. [...] Je ne pouvais pas leur expliquer pourquoi je ne pouvais pas rentrer. [...] Je leur disais toujours que ça allait arriver, j'allais revenir un jour. [...] Mes parents ont pleuré... Oh... C'est comme s'il y avait eu une aiguille plantée dans leur cœur, et qu'elle avait été retirée... »

Une femme, sept mois après la régularisation de sa situation.

Développement personnel

Les personnes sans papiers ont souvent l'impression que leur vie est en suspens, que leur potentiel est gaspillé tant qu'elles n'ont pas de papiers¹¹¹. Ainsi, une fois régularisées, elles ont le sentiment de pouvoir investir en elles-mêmes, dans l'espoir de rattraper une partie du temps « perdu ».

Cela vaut pour tout le monde, mais peut-être encore plus pour les enfants et les jeunes qui ont grandi dans le pays, malgré leur situation irrégulière. Le fait que leurs possibilités d'étudier, de travailler et de s'épanouir soient beaucoup plus limitées que celles de leurs camarades de classe devient souvent extrêmement évident lorsqu'ils sont sur le point d'obtenir leur diplôme d'études secondaires ou d'atteindre l'âge de 18 ans¹¹².



« Quand j'ai eu mon titre de séjour... Mon Dieu, c'était merveilleux. J'étais tellement heureux, c'était un rêve qui se réalisait. J'ai réussi à revenir dans mon pays pour rendre visite à ma famille que je n'avais pas vue depuis longtemps, je me suis marié à ma fiancée qui m'attendait depuis longtemps au Malawi. J'ai pu obtenir mon diplôme, ce qui était impossible tant que je n'avais pas de papiers. C'est vraiment merveilleux. »

Un homme, un an après la régularisation de sa situation 113

¹¹¹ Le Courant S., 2014, « Être le dernier jeune » Les temporalités contrariées des personnes migrantes irréguliers, Terrain 63, 38-53; Le Courant S., 2015, Le poids de la menace. L'évaluation quotidienne du risque d'expulsion par les étrangers en situation irrégulière, Ethnologie française 2015/1 Vol 45, 123-133; Vuilleumier L., 2021, Lost in transition to adulthood? Illegalized male personnes migrantes navigating temporal dispossession [Perdu dans la transition vers l'âge adulte? Les hommes personnes migrantes en situation irrégulière qui doivent gérer la dépossession temporelle, en anglais], Social Sciences 10, 250-264

¹¹² Voir PICUM, 2022, 18 ans et sans papiers: accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte et d'autres ressources telles que la campagne néerlandaise <u>DreamersNL</u> pour en savoir plus sur la transition précaire vers l'âge adulte des enfants et jeunes sans papiers.

¹¹³ Migrants Rights Center Ireland, 2023, Albert St Patrick's Day 2023 [La St Patrick d'Albert en 2023], vidéo [consultée le 29 août 2025]

Une fois leur situation régularisée, les personnes concernées peuvent investir davantage dans leur développement personnel, car ils ont accès à des cours, y compris à l'université¹¹⁴, et disposent de plus de temps libre pour le faire¹¹⁵. Baker a constaté que la durée moyenne des études augmentait d'un an dans les cinq ans suivant la régularisation (dans le cadre du programme américain IRCA de 1986). En effet, environ un tiers des bénéficiaires de l'IRCA ont suivi des cours d'anglais¹¹⁶, tandis que plus d'un septième ont entrepris d'autres études¹¹⁷. À l'inverse, les recherches menées par le centre d'étude de Luca D'Agliano ont montré que les personnes qui n'avaient pas bénéficié du programme de régularisation mis en place au début des années 2000 en Italie parlaient beaucoup moins couramment l'italien dix ans plus tard que celles qui en avaient bénéficié¹¹⁸. Ils attribuent cela, entre autres, à leur ségrégation sur le lieu de travail et dans la vie sociale en général. Les personnes qui n'avaient pas été régularisées étaient par exemple 18 % moins susceptibles d'interagir avec leurs collègues natifs119.

Cela dit, l'accès à un permis de travail peut également inciter les étudiantes sans papiers (dans les pays où il est possible d'étudier sans papiers) à abandonner leurs études ou à réduire le nombre de cours qu'ils suivent afin de travailler (davantage). Cela leur permet probablement de compléter les revenus de leur famille lorsqu'ils sont les seuls ou l'un des rares membres de leur famille à pouvoir travailler officiellement¹²⁰.

Les voyages internationaux pour les loisirs, les études. le travail ou les démarches administratives deviennent également possibles dès lors qu'une personne obtient un titre de séjour. Les voyages sont particulièrement facilités au sein de l'UE grâce au régime de libre circulation qui permet aux touristes de se déplacer. La mobilité accrue des personnes régularisées leur permet à la fois de s'épanouir et d'avoir un sentiment de normalité : être comme tout le monde. Certains profitent également des voyages de retour (vers leurs pays d'origine) pour régler certaines formalités administratives qui étaient restées en suspens et qui bloquaient leur développement personnel, comme inscrire leur nom sur des biens immobiliers achetés avec des fonds envoyés depuis l'étranger, officialiser un divorce ou investir dans de nouvelles entreprises¹²¹.

¹¹⁴ Plusieurs participant-e-s à une étude qualitative au Royaume-Uni ont déclaré avoir pu obtenir leur diplôme après la régularisation de leur situation. Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK

¹¹⁵ Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité : la Loi de 1986 sur le réforme et le contrôle de l'immigration, en analais). Stanford University

¹¹⁶ Le programme américain de régularisation de 1986, IRCA, a principalement bénéficié aux Mexicain-e-s peu qualifiés et maîtrisant peu l'anglais. Source : Barcellos S.H., 2010, Legalization and the Economic Status of Immigrants [Régularisation et statut économique des personnes migrantes, en anglais], série de documents de travail de RAND Labor and Population

¹¹⁷ Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité : la Loi de 1986 sur le réforme et le contrôle de l'immigration, en anglais], Stanford University

¹¹⁸ Deiana C, Giua L et Nisticò R, 2022, Legalization and Long-Term Outcomes of Immigrant Workers [Régularisation et conséquences sur le long terme de l'arrivée de travailleurs-euses migrants, en anglais], Centre Studi Luca D'agliano, Development studies working papers n. 80

¹¹⁹ Ibid.

¹²⁰ Hsin A. et Ortega F., 2017, The Effects of Deferred Action for Childhood Arrivals on the Educational Outcomes of Undocumented Students [Les conséquences de l'action différée pour les arrivées d'enfants sur l'éducation des élèves sans papiers, en anglais], série de documents de discussion de l'IZA

¹²¹ Consoli L., Burton-Jeangros C., et Jackson Y.-L. J., 2022, Transitioning out of illegalization: cross-border mobility experiences [Sortir de l'irrégularisation: expériences de mobilités transfrontalières, en analais], Frontiers in human dynamics, vol. 4.



« Je suis vraiment très contente, parce que je peux réaliser mon rêve de visiter l'Europe... [...] On est allés en Italie, on est allés au lac de Côme, on est allés à Rome, oui... et on est allés à Budapest [...], pour moi, c'est ça, le bonheur. »

Une femme, 33 mois après la régularisation de sa situation¹²².

Statut migratoire et nationalité

La conséquence la plus évidente de la régularisation est le changement de statut de résidence, qui passe d'irrégulier à régulier. Les personnes à la situation régularisée peuvent ressentir une plus forte envie de se naturaliser, car la citoyenneté est le statut de résidence le plus sûr¹²³. En effet, 75 des 116 personnes interrogées dans le cadre d'une étude d'impact belge ont acquis la nationalité belge depuis leur régularisation. Et parmi les 41 autres, 26 l'ont demandée¹²⁴.

Certaines données sont disponibles dans le contexte américain. Le Service américain de l'immigration et de la naturalisation a également constaté que deux personnes sur cinq ayant bénéficié du programme IRCA de 1986 étaient devenues citoyennes américaines en 2001¹²⁵. D'autres chercheurs euses qui ont étudié l'impact du programme ont constaté que les personnes régularisées avaient 10 % plus de chances de se naturaliser à terme que les autres migrants¹²⁶. La naturalisation n'apporte pas seulement une sécurité à la personne concernée. Elle entraîne également des améliorations durables en matière d'intégration politique, les personnes étant plus enclines à voter et développant des niveaux considérablement plus élevés d'efficacité et de connaissances politiques¹²⁷.

¹²² Ibid, p. 12.

¹²³ Cependant, il convient de noter que tous les titres de séjour ne donnent pas droit au statut de résident-e permanent-e ni, à terme, à la citoyenneté. Par conséquent, toutes les personnes régularisées ne pourront pas prétendre à la citoyenneté à l'avenir.

¹²⁴ Université libre de Bruxelles, Centrum voor Sociaal Beleid Herman Deleeck et Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, "Before and after", de sociale en economiche positie van personen die geregulariseerd werden in de uitvoering van de wet van 22/12/1999 [« Before and after », les bénéfices socio-économiques des personnes dont la situation a été régularisée en application de la loi du 22 décembre 1999 », en néerlandais], 2008

¹²⁵ Rytina N, 2002, IRCA Legalization Effects: Lawful Permanent Residence and Naturalization through 2001 [Conséquences de la régularisation par l'IRCA: la résidence permanente régulière et la naturalisation jusqu'à 2001, en anglais], Bureau de la politique et de la planification, Service états-unien de l'immigration et de la naturalisation

¹²⁶ Barcellos S.H., 2010, Legalization and the Economic Status of Immigrants [Régularisation et statut économique des personnes migrantes, en anglais], série de documents de travail de RAND Labor and Population

¹²⁷ Hainmueller J., Hangartner D. et Pietrantuono G., 2015, Naturalization Fosters the Long-term Political Integration of Immigrants [La naturalisation favorise l'intégration politique à long terme des personnes migrantes, en anglais], Archives de la National Academy of Sciences, 112 (41), 12651–12656.

Conséquences intergénérationnelles

Le statut de résidence des parents et leur parcours migratoire ont une incidence sur leurs enfants, tant à court terme qu'à moyen et long terme. Cela vaut pour les deux parents, mais la situation de la mère est particulièrement déterminante. Bean et al. ont par exemple constaté que les enfants de mères sans papiers bénéficiaient d'une scolarisation moins longue que les enfants de mères sans papiers ayant régularisé leur situation et ceux de mères n'ayant jamais été sans papiers. Ils ont constaté une différence de 1,5 à 2 ans dans la durée de la scolarité, ce qui représente une période considérable¹²⁸, ¹²⁹.

Les répercussions intergénérationnelles peuvent commencer dès la naissance (voire avant). Au moins deux études ont montré que la régularisation avait un effet positif sur le poids des bébés à la naissance (une mesure de la santé à la naissance et un indicateur des résultats et du bien-être ans la vie future¹³⁰). La régularisation Bossi-Fini en Italie au début des années 2000, qui a permis de régulariser 650 000 personnes, est associée à une baisse de 1,2 % à 2,7 % de la prévalence d'un faible poids à la naissance au sein de la population migrante éligible à la régularisation¹³¹. L'hypothèse des chercheurs-euses était que le programme de régularisation « réduisait la vulnérabilité socio-économique des immigrant-e-s et favorisait les choix en matière de fertilité », comme

l'augmentation des examens médicaux prénataux et des soins, auxquels les femmes sans papiers ont très difficilement accès¹³². Une étude centrée sur les États-Unis a mis en évidence un effet similaire : la régularisation des mères a entraîné une augmentation du poids des bébés à la naissance. Cependant, les chercheurs euses ont noté que cette augmentation précédait un meilleur accès aux soins prénataux et ont émis l'hypothèse qu'elle était également due au fait que les mères étaient moins stressées grâce à la régularisation, en plus de l'augmentation de leurs revenus¹³³.

De plus, l'augmentation du revenu des ménages et l'accès aux services n'ont pas entraîné une augmentation du nombre de naissances, mais seulement une amélioration de la santé des bébés. En fait, une étude a révélé que les couples régularisés étaient moins susceptibles d'avoir des enfants que leurs homologues sans papiers au cours des trois années suivant la régularisation. Les chercheurs euses ont émis l'hypothèse que cela était dû à un meilleur accès aux soins de fertilité (y compris aux services de planning familial) et au fait que la régularisation permettait aux femmes de travailler régulièrement. En d'autres termes, le coût d'opportunité d'avoir un enfant¹³⁴ est devenu plus important, voire trop important pour certain es saté de se plane de saté de la régularisation permettait aux femmes de travailler régulièrement.

¹²⁸ Étude menée dans le contexte états-unien. Bean F.D., Leach M.A., Brown S.K., Bachmeier J.D., et Hipp J.R., 2011, The Educational Legacy of Unauthorized Migration:
Comparisons Across U.S.-Immigrant Groups in How Parents' Status Affects Their Offspring [L'héritage juridique des migrations irrégulièrs: comparaison des catégories de personnes immigrées aux États-Unis en fonction de l'impact de leur parentalité sur leurs enfants, en anglais], International Migration Review Volume 45 no 2 (été 2011):348–385

¹²⁹ Il convient de noter que, partout dans le monde, le niveau d'éducation des mères est systématiquement associé à de meilleurs résultats en matière de santé infantile et juvénile. Cela s'explique par le fait que les mères sont plus susceptibles de connaître et de comprendre les questions de santé et de nutrition, de savoir comment obtenir de l'aide et d'avoir de meilleures connaissances en matière de santé, de finances et de société. Voir par exemple Mensch, B.S., Chuang K.E., Melnikas A.J., et Psaki S.R., 2019, Evidence for causal links between education and maternal and child health: systematic review [Données montrant des liens causaux entre l'éducation et la santé de la mère et de l'enfant : en anglais systématique, en anglais], Trop Med Int Health 28;24(5):504–522.

¹³⁰ Voir par exemple, Université du Michigan, 5 juin 2007, Born to lose: How birth weight affects adult health and success [Né·e pour perdre: les répercussions du poids à la naissance sur la santé et la réussite à l'âge adulte, en anglais], communiqué de presse [consulté le 27 août 2025]

¹³¹ Salmasi S. et Pieroni L., 2015, <u>Immigration policy and birth weight: Positive externalisations in Italian law</u> [Politique migratoire et poids à la naissance : externalisations positives dans le droit italien, en anglais], Journal of Health Economics Volume 43, pp. 128-139

¹³² Citations tirées de Salmasi S. et Pieroni L., 2015, Immigration policy and birth weight: Positive externalisations in Italian law [Politique migratoire et poids à la naissance: externalisations positives dans le droit italien, en anglais], Journal of Health Economics Volume 43, pp. 128-139

¹³³ Casio E.U., Cornell P. et Lewis E.G., 2024, The intergenerational effects of permanent legal status [Les conséquences intergénérationnelles du statut de résidence permanent, en anglais], National Bureau of Economic Research, série de documents de travail du NBER

¹³⁴ Le coût d'opportunité d'avoir des enfants comprend le revenu perdu, l'avancement professionnel et le temps personnel qui aurait pu être investi dans l'éducation, les loisirs ou d'autres activités

¹³⁵ Amuedo-Dorantes C., Ibáñez A.M., Rozo S.V. et Traettino S., 2024, Regularization Programs and the Fertility of Forced Migrants: Insights from a Panel Study of Venezuelan Migrants in Colombia [Programmes de régularisation et fertilité des personnes forcées d'émigrer : Informations tirées d'une étude conduite auprès des Vénézuélien-ne-s migrants en Colombie, en anglais]

Les conséquences sur la société

Les mesures de régularisation ont des retombées : elles ont un impact sur d'autres personnes et sur la société dans son ensemble. Ce chapitre examine certains des effets qui ont été observés, notamment la manière dont la régularisation contribue à bâtir une société plus sûre et plus égalitaire, son impact positif sur l'économie et le PIB du pays, son impact sur les salaires et les conditions de travail des travailleurs·euses, et la diminution de la criminalité de survie.



« J'ai travaillé dans des organisations qui s'occupent directement des personnes migrantes sans papiers. Je me suis souvent assis en tête-à-tête avec des personnes pour essayer de leur trouver un chemin vers la normalité, mais les portes restaient fermées. Cependant, ce programme ouvrira des portes et offrira à des milliers de personnes la possibilité de sortir de l'ombre et de devenir des membres à part entière de la société à laquelle elles ont déjà contribué »

Joe O'Brien TD, ministre d'État irlandais du Développement des communautés et des Œuvres caritatives, à propos du programme de régularisation de l'Irlande de 2022

Une société plus équitable, plus saine et plus sûre

L'une des conséquences, même si elle se produira probablement de manière progressive et avec un certain retard, est que la société devrait devenir plus sûre et plus égalitaire à long terme. Cet effet égalisateur est dû à différents facteurs. Étant donné que les personnes ont tendance à gagner davantage après leur régularisation, il est plausible que les inégalités sociales diminuent (au moins légèrement) lorsqu'un groupe important de personnes sans papiers voit sa situation régularisée. La population en général bénéficiera également des effets positifs de la régularisation sur les salaires, l'économie et le PIB¹³⁶. Et les sociétés plus égalitaires ont tendance à connaître moins de problèmes sociaux¹³⁷.

Les ambitions et les résultats scolaires des élèves dans les écoles comptant un nombre important d'élèves sans papiers s'améliorent après la régularisation. Le programme américain DACA, qui suspend l'expulsion des jeunes sans papiers, a permis d'améliorer les résultats scolaires et les performances tant des enfants et des jeunes sans papiers non éligibles que des élèves nés aux États-Unis (c'est-à-dire citoyen·ne·s américain·e·s)¹³⁸. Les progrès réalisés par les autres enfants sans papiers s'expliquent probablement par le fait qu'ils ont commencé à comprendre et à croire que s'investir dans leur éducation pouvait leur apporter de bons résultats, tandis que ceux des élèves en situation régulière seraient dus à un effet d'entraînement. Les élèves en situation régulière en bénéficient parce que leurs camarades sans papiers obtiennent de meilleurs résultats, et les élèves ont tendance à mieux réussir lorsqu'ils font partie d'une classe très performante¹³⁹.



« Maintenant, je me sens à égalité avec les autres. Avant j'étais "Tarik le gars sans papiers", mais c'est fini. »

Un homme dans la trentaine, environ un an après la régularisation de sa situation¹⁴⁰

¹³⁶ Voir les chapitres intitulés « Augmentation des revenus des États par l'impôt » et « Contribution à une économie florissante ».

¹³⁷ Dorling, D., 2017, The Equality Effect: Improving Life for Everyone [L'effet égalité : améliorer la vie de chacun et chacune, en anglais], New Internationalist Publications Limited.

¹³⁸ Ballis B, 7 octobre 2024, Research shows that DACA benefits both Dreamers and their US-born peers, Brookings [Les études démontrent que le DACA bénéficie à la fois aux Rêveurs-euses et à leurs pairs né-e-s aux États-Unis, en anglais, consulté le 19 août 2025]

¹³⁹ Voir par exemple Canaan, S., Mouganie, P., et Zhang, P., 2024, The long-run educational benefits of high-achieving classrooms [Les bénéfices de long terme des classes performantes, en anglais], Journal of Policy Analysis and Management, 1–27.

¹⁴⁰ PICUM, 2024, Regularisation works, and it's the right thing to do [La régularisation fonctionne, et c'est la bonne chose à faire, en anglais], vidéo

Un autre aspect concerne la criminalité, à savoir l'impact de la régularisation sur les personnes qui commettent des infractions mineures pour subvenir à leurs besoins fondamentaux, ainsi que l'impact du statut régulier sur le signalement des crimes dont sont victimes les personnes migrantes en situation régulière. L'absence de papiers peut entraîner une telle exclusion sociale et marginalisation, et rendre la vie si difficile, que certaines personnes sans papiers se sentent obligées de recourir à la criminalité de survie pour joindre les deux bouts141. La régularisation, et l'accès au marché du travail formel qu'elle apporte (ou devrait apporter), signifie que certaines personnes n'ont plus besoin de recourir à la petite délinguance pour survivre. Des recherches menées aux États-Unis le confirment. Scott Baker a constaté une baisse nationale de la criminalité d'environ 2 à 5 % pour chaque pourcentage de la population locale en situation régularisée¹⁴². Cette « baisse de la criminalité équivaut à 160 000 à 400 000 crimes en moins commis chaque année grâce à la légalisation143 »144, ¹⁴⁵. Baker lui-même explique qu'une grande partie de cette baisse de la criminalité s'explique par les opportunités offertes par le marché du travail que la régularisation apporte, et donc par une pression économique moindre qui incite à commettre des crimes (contre les biens/économiques).

Une corrélation similaire a été observée dans des études européennes. En Italie, Mastrobuoni et Pinotti ont constaté que l'élargissement de l'UE en 2007, qui a fait que les Roumains et les Bulgares sans papiers sont soudainement devenus citoyens de l'UE, a coïncidé avec une baisse de 50 % de la récidive des détenus libérés originaires de ces pays¹⁴⁶. En d'autres termes, l'impact d'un statut de résident précaire (et inversement, d'un statut de résident sûr) sur les motivations économiques à l'origine de la criminalité peut être considérable.

Malgré ces données, il convient de souligner que les personnes migrantes sans papiers et celles en situation régulière sont moins susceptibles de commettre des crimes que la population générale. Une étude menée par l'université Northwestern, qui a utilisé les taux d'incarcération comme indicateur des taux de criminalité, montre par exemple que les personnes migrantes ont 60 % moins de chances d'être incarcérées que les personnes nées aux États-Unis. Elle a également révélé que les personnes migrantes ayant un niveau d'éducation moins élevé étaient particulièrement moins susceptibles de commettre des crimes que leurs pairs nés aux États-Unis¹⁴⁷. Des chercheurs·euses qui se sont penchés sur les taux de criminalité au Texas ont notamment constaté que les personnes sans papiers étaient

¹⁴¹ Voir par exemple Leerkes, A., Engbersen, G. et van der Leun, J., 2012, Crime among irregular immigrants and the influence of internal border control [La criminalité parmi les personnes migrantes en situation irrégulière et l'influence des contrôles aux frontières internes, en anglais], Crime Law Soc Change 58, 15–38

^{142 «} Avoir 1 % d'une région composée de personnes ayant déposé un dossier IRCA et ayant obtenu la régularisation fait diminuer la criminalité d'environ 2 à 5 %. »

Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité : la Loi de 1986 sur la réforme et le contrôle de l'immigration, en anglais], Stanford University, p. 29

¹⁴³ Le terme « légalisation » (legalization en anglais) est souvent utilisé dans le contexte états-unien pour désigner la régularisation.

¹⁴⁴ Baker, S.R., 2013, Effects of immigrant legalization on crime: the 1986 Immigration Reform and Control Act [Conséquences de la régularisation de l'immigration sur la criminalité: la Loi de 1986 sur la réforme et le contrôle de l'immigration, en anglais], Stanford University

¹⁴⁵ L'IRCA a régularisé près de 3 millions de personnes, ce qui illustre le fait que les personnes migrantes sans papiers ont peu tendance à commettre des infractions.

¹⁴⁶ Mastrobuoni, G. et Pinotti, P., 2015, Legal status and the criminal activity of immigrants [Statut juridique et activité criminelle des personnes migrantes, en anglais], American Economic Journal: 1–2015, 7–2). 175-206

¹⁴⁷ Northwestern Now, 12 mars 2024, Immigrants are significantly less likely to commit crimes than the U.S.-born [Les personnes migrantes sont bien moins susceptibles de commettre des infractions que les personnes nées aux États-Unis, en anglais], article de blog [consulté le 21 août 2025]; National Bureau of Economic Research, 2023, Law-abiding immigrants: the incarceration gap between immigrants and the US-born, 1870-2020 [Les personnes migrantes qui respectent la loi: la différence d'incarcération entre les personnes migrantes et les personnes nées aux États-Unis, 1870-2020, en anglais];

beaucoup moins susceptibles que les citoyen·ne·s d'être arrêtées pour des crimes violents (deux fois moins), des crimes liés à la drogue (2,5 fois moins) et des crimes contre les biens (plus de quatre fois moins)¹⁴⁸. Des recherches sur les taux de criminalité en Allemagne suggèrent que les statuts de résidence plus précaires sont liés à un coût plus élevé pour commettre un crime, et donc à une moindre tendance à le commettre¹⁴⁹.

En outre, les personnes régularisées sont plus disposées à interagir avec la police que celles dont la situation est irrégulière, par exemple pour signaler un crime, ce qui améliore la sécurité et l'état de droit pour tous. Comino, Mastrobuoni et Nicolò ont constaté qu'après la régularisation, les personnes étaient trois fois plus susceptibles de signaler un crime à la police¹⁵⁰. De même, Pearson a constaté que les bénéficiaires du DACA¹⁵¹ étaient plus susceptibles de signaler un crime ou de signaler qu'ils en avaient été victimes, car ils craignaient moins les conséquences négatives de leur silence¹⁵².

¹⁴⁸ Light M.T., He J., et Robey J.P., 2020, Comparing crime rates between undocumented immigrants, legal immigrants, and native-born US citizens in Texas [Comparer le taux de criminalité entre les personnes migrantes sans papiers, les personnes migrantes en situation régulière et les personnes nées aux États-Unis au Texas, en anglais], Proc. Natl. Acad. Sci. U.S.A. 117 (51) 32340-32347; National Institute of Justice, 2024, <u>Undocumented Immigrant Offending Rate Lower Than U.S.-Born Citizen Rate</u> [Le taux d'infractions des personnes migrantes sans papiers est plus faible que celui des personnes nées aux États-Unis, en anglais]

¹⁴⁹ Par exemple, être arrêté et condamné pour un crime peut compromettre le titre de séjour ou l'accès à un titre de séjour plus sûr, car un casier judiciaire vierge est généralement une condition préalable pour en obtenir un. Maghularia R. et Uebelmesser S., 2023, Do immigrants affect crime? Evidence for Germany [Les personnes migrantes ont-elles un effet sur la criminalité ? Données en Allemagne, en anglais], Journal of Economic Behavior & Organization Volume 211, p. 486-512

¹⁵⁰ Comino S., Mastrobuoni G., et Nicolò A., 2016, Silence of the Innocents: Illegal Immigrants' Underreporting of Crime and their Victimization [Le silence des innocente-s: La sous-signalisation de la criminalité par les personnes migrantes en situation irrégulière, et leur victimisation, en anglais], série de documents de IITA no. 10306

¹⁵¹ Ou les personnes qui seraient éligibles au DACA.

¹⁵² Pearson T., 2024, The impact of immigration status on crime reporting: Evidence from DACA [Les répercussions du statut migratoire sur la signalisation de la criminalité : Les données du DACA, en anglais], Journal of Urban Economics, Volume 143

Contribution à une économie florissante

La régularisation favorise une économie florissante, et ce de trois manières. Tout d'abord, elle permet une meilleure adéquation entre les postes vacants, les emplois et les compétences. Ensuite, l'intégration de groupes importants de personnes migrantes sans papiers sur le marché du travail officiel profite à la fois à la production et à la consommation. Enfin, la régularisation des travailleurs euses anciennement sans papiers améliore les conditions de travail de leurs collègues en situation régulière, y compris leurs salaires.

Meilleure correspondance entre l'emploi et les compétences

Lorsqu'elles sont bien conçues, les mesures de régularisation peuvent permettre une meilleure adéquation entre les emplois et les compétences sur le marché du travail, ce qui peut réduire les pénuries de main-d'œuvre ou de compétences. Les mesures de régularisation ont principalement cet effet lorsque le titre de séjour qui en résulte permet à la personne de travailler dans n'importe quel secteur (c'est-à-dire qu'il n'est pas lié à un secteur, un employeur ou un contrat spécifique). Comme expliqué précédemment, les personnes sont alors plus susceptibles de rechercher un emploi qui correspond à leurs compétences, leurs qualifications et/ou leurs aspirations.

De nombreux migrants, y compris celles dont la situation a été régularisée, travaillent également dans des secteurs et des emplois où les employeurs·euses sont confrontés à une pénurie de candidats qualifiés ou motivés (ces pénuries sont également à l'origine de nombreuses politiques de migration de main-d'œuvre, y compris les mesures de régularisation sectorielles). Bon nombre de ces emplois sont considérés comme essentiels pour nos économies et nos sociétés. Par exemple, environ 343 000 des 800 000 bénéficiaires du programme DACA aux États-Unis occupent des « emplois essentiels », notamment dans les domaines des soins de santé (soins et logistique), de l'éducation et de la chaîne d'approvisionnement alimentaire¹⁵³.

Production et consommation

Étant donné que l'impact économique des régularisations, en particulier des programmes de régularisation à grande échelle, préoccupe les décideurs politiques, il est encourageant de savoir que la régularisation a un impact positif sur l'économie et le PIB d'un pays.

La régularisation contribue à l'économie et au PIB d'un pays de différentes manières. Une contribution évidente est que les travailleurs euses régularisée produisent des biens et des services pour d'autres consommateurs-trices. La régularisation augmente les taux d'emploi¹⁵⁴, et peut donc avoir un impact sur le taux de production. De plus, lorsqu'elles sont bien conçues, les mesures de régularisation peuvent alléger ou résoudre les inefficacités du marché du travail causées par le monopsone des entreprises (c'est-à-dire la dynamique de pouvoir créée par le fait que de nombreuses personnes sans papiers se disputent les rares opportunités d'emploi, ce qui engendre des inefficacités sur le marché du travail qui peuvent se répercuter sur d'autres secteurs et limiter les opportunités d'emploi pour les travailleurs·euses en situation régulière)155. En effet, un programme de régularisation à grande échelle réduirait l'économie informelle, potentiellement pendant des années. Par exemple, la régularisation italienne « Bossi-Fini » de 2002 a entraîné une baisse de 17 % du travail non déclaré au cours des années

suivantes, une baisse qui est restée largement stable pendant la décennie suivante¹⁵⁶.

Mais les personnes sont également des consommateurs trices, et l'obtention d'un titre de séjour a une incidence sur les habitudes de consommation des personnes et des familles à court, moyen et long terme. Les personnes en situation irrégulière ont tendance à consommer moins que celles qui ont un titre de séjour, en partie parce qu'elles ont moins d'argent à dépenser, mais aussi parce qu'elles souhaitent épargner davantage ou ont moins d'occasions de dépenser. Certain·e·s chercheurs·euses ont constaté que les personnes migrantes sans papiers dépensent environ 40 % de moins que les personnes migrantes en situation régulière¹⁵⁷. Une fois régularisées, les personnes dépensent davantage, ce qui profite à l'économie dans son ensemble¹⁵⁸. Par exemple, les bénéficiaires du programme PEP 2017 destiné aux Vénézuéliens en Colombie ont consommé environ 60 % de plus que leurs pairs non régularisés159.

¹⁵⁴ Voir le chapitre intitulé « Taux d'emploi ».

¹⁵⁵ Borjas G.J. et Edo A., 2023, Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants [Monopsone, efficience et régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], IZA discussion paper series no 16297

¹⁵⁶ Martino E.M., Naticcioni P. et Di Porto E., 2019, The impact of regularising migrant workers [Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses migrants, en anglais], site Internet [consulté le 10 juillet 2025]

¹⁵⁷ Dustman C, Fasani F, et Speciale B, 2016, <u>Illegal Migration and Consumption Behavior of Immigrant Households</u> [Migration irrégulière et comportement consommateur des foyers migrants, en anglais], série de documents de l'IZA

¹⁵⁸ Voir aussi PBS Newshour, 26 juin 2013, Economic costs, bonuses of legalizing undocumented workers [Coûts économiques et bénéfices de la régularisation des travailleurs sans papiers, en anglais], YouTube [consulté le 31 juillet 2025]

¹⁵⁹ Ibáñez A.M., Mya A., Ortega M.A., Rozo S.V. et Urbina M.J., 2022, Life Out of the Shadows: Impacts of Amnesties in the Lives of Migrants [Sortir de l'ombre et vivre : Les conséquences de l'amnistie sur les vies des personnes migrantes, en anglais], IZA Institute of Labor Economics Discussion Paper no. 15049



Plusieurs chercheurs·euses ont constaté ou estimé que **le PIB**¹⁶⁰ **augmenterait** à la suite de la régularisation d'un groupe important de personnes sans papiers:

- La régularisation en 1981 d'environ 130 000 travailleurs euses sans papiers en France a augmenté le PIB français de plus de 1 %¹⁶¹.
- En 2009, la Greater London Authority a estimé que la régularisation d'environ 412 000 personnes sans papiers à l'échelle nationale, dont 294 000 à Londres, pourrait, à terme, « ajouter quelque 3 milliards de livres sterling par an (soit 0,2 %) au PIB »¹⁶². (Compte tenu de l'inflation, cela représente environ 4,63 milliards de livres sterling aujourd'hui/ juillet 2025, soit 5,34 milliards d'euros)¹⁶³.
- En 2021, le Center for American Progress a estimé que les bénéficiaires du DACA contribuent chaque année à hauteur d'environ 42 milliards de dollars au PIB américain¹⁶⁴ (avec l'inflation, cela représente environ 48,6 milliards de dollars en 2024, soit l'équivalent de 41,6 milliards d'euros aujourd'hui¹⁶⁵).
- Un rapport du FMI (Fonds monétaire international) estime que la migration vénézuélienne vers les pays d'Amérique latine pourrait, d'ici 2030, ajouter jusqu'à 4,5 % au PIB de ces pays¹⁶⁶.

¹⁶⁰ Produit intérieur brut.

¹⁶¹ Borjas G.J. et Edo A., 2023, Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants [Monopsone, efficience et régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], IZA discussion paper series no 16297

¹⁶² Greater London Authority, 2009, Economic impact on the London and UK economy of an earned regularisation of irregular personnes migrantes to the UK [Conséquences économiques sur Londres et sur l'économie britannique de la régularisation au mérite des personnes migrantes en situation irrégulière au Royaume-Uni, en anglais], §30.

¹⁶³ Inflation calculée sur le calculateur d'inflation de la Banque d'Angleterre. Conversion de la livre à l'euro faite sur Xe Currency Converter le 29 août 2025.

¹⁶⁴ Center for American Progress, novembre 2021, The Demographic and Economic Impacts of DACA Recipients: Fall 2021 Edition [Les conséquences démographiques et économiques des bénéficiaires du DACA: édition de l'automne 2021, en anglais], blog [consulté le 12 août 2025]

 $^{165 \} Inflation \ calculée \ sur \ \underline{official data.org}. \ Conversion \ du \ dollar \ américain \ \grave{a} \ l'euro \ faite \ sur \ \underline{Xe \ Currency \ Converter} \ on \ 29 \ août \ 2025.$

¹⁶⁶ Alvarez J., Arena M., Brousseau A., Faruqee H., Fernandez-Corugedo E., Guajardo J., Peraza G., et Yépez Albornoz J., 2022, Regional spillovers from the Venezuelan crisis: migration flows and their impact on Latin America and the Caribbean [Conséquences régionales de la crise vénézuélienne: les flux migratoires et leurs répercussions sur l'Amérique latine et les Caraïbes, en anglais]; Fonds monétaire international, 12 décembre 2022, Los migrantes venezolanos brindan oportunidades económicas a América Latina, blog [consulté le 12 août 2025]

Conséquences sur les autres travailleurs euses : création d'emplois et augmentation des salaires

Certain·e·s peuvent s'inquiéter de l'impact de la régularisation sur celles et ceux qui travaillent déjà. Cela est logique, car la régularisation de groupes de personnes aptes à travailler pourrait avoir des répercussions sur celles et ceux qui travaillent déjà. Une étude portant sur l'impact du programme italien de régularisation Bossi-Fini a révélé que ce programme à grande échelle n'avait aucun effet (positif ou négatif) sur les taux d'emploi ou de chômage des personnes déjà actives sur le marché du travail officiel¹⁶⁷.

Cependant, d'autres études ont montré que les régularisations ont un impact sur les autres travailleurs euses. Une étude portant sur l'impact d'un programme de régularisation mis en place en France en 1981 a révélé que la régularisation d'environ 130 000 travailleurs euses sans papiers, dont la grande majorité vivait à Paris, avait entraîné une augmentation de 3 à 5 % des salaires des hommes français peu qualifiés dans la capitale¹⁶⁸. Des recherches menées en Espagne ont montré qu'un programme de régularisation de 2005¹⁶⁹ avait amélioré les possibilités d'emploi des travailleurs euses, même si les travailleurs-euses hautement qualifié-e-s en ont davantage bénéficié que les travailleurs euses peu qualifié·e·s. Plus précisément, elles ont révélé que les salaires des personnes natives dans les zones à forte immigration augmentaient lorsque la part des immigrants enregistrés dans le système de sécurité sociale augmentait de 1 %¹⁷⁰. Cependant, elles ont également montré que l'augmentation des coûts de main-d'œuvre pouvait entraîner la disparition de certaines possibilités d'emploi¹⁷¹.

Cela peut s'expliquer par le fait que, comme le souligne Citizens UK, la régularisation s'apparente davantage à faire passer une personne vivant déjà dans le pays de l'inactivité à l'emploi qu'à la migration (c'est-à-dire faire venir un nouveau travailleur dans le pays). Leur régularisation « augmente la demande de main-d'œuvre, mais pas nécessairement à raison d'un pour un, car les personnes inactives (y compris les personnes migrantes en situation irrégulière) sont déjà des consommateurs-trices et contribuent donc déjà à la demande de main-d'œuvre ; l'augmentation de la demande globale est donc considérablement inférieure à l'augmentation du revenu du travail »¹⁷².

Cependant, le modèle de Chassamboulli et Perri a montré que la régularisation des personnes sans papiers crée davantage d'emplois pour les autres travailleurs-euses (natif-ves) peu qualifiés travaillant dans le même secteur ou dans des secteurs connexes, et augmente les revenus de toutes et tous. En revanche, l'expulsion de grands groupes de travailleurs-euses sans papiers augmente le chômage des autres travailleurs-euses (natif-ves), qu'ils soient hautement qualifiés ou peu qualifiés ¹⁷³. Les économistes affirment que « si les effets sur les revenus

¹⁶⁷ Martino E.M., Naticcioni P. et Di Porto E., 2019, The impact of regularising migrant workers [Les conséquences de la régularisation des travailleurs-euses migrants, en anglais], site Internet [consulté le 10 juillet 2025]

¹⁶⁸ Borjas G.J. et Edo A., 2023, Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants [Monopsone, efficience et régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], IZA discussion paper series no 16297

¹⁶⁹ Qui a régularisé la situation d'environ 600 000 personnes.

¹⁷⁰ Monras, J., Vázquez-Grenno, J., et Elias, F., 2020, <u>Understanding the effects of granting work permits to undocumented immigrants</u> [Comprendre les conséquences de l'octroi d'autorisations de travail à des personnes migrantes sans papiers, en anglais] (document de travail no 1228), Barcelona GSE.

¹⁷¹ Monras J., Vázquez-Grenno J., et Elias F., 2018, Understanding the Effects of Legalizing Undocumented Immigrants [Comprendre les conséquences de la régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], rapports de recherche du CATO Institute

 $^{172\ \} Portes\ et\ Ventura-Arrieta, 2022, \underline{The\ impact\ of\ regularisation}\ [Les\ cons\'equences\ de\ la\ r\'egularisation,\ en\ anglais],\ Citizens\ UK,\ p.\ 30$

¹⁷³ Chassamboulli A et Peri G, 2014, The labor market effect of reducing the number of illegal immigrants [Les conséquences sur le marché du travail de la diminution du nombre de personnes migrantes en situation irrégulière, en anglais], document de travail du National Bureau of Economic Research

et le chômage sont assez faibles, la différence entre les politiques restrictives¹⁷⁴ [...] et la légalisation est très claire : la légalisation est la seule politique qui entraîne une augmentation du revenu par habitante et une diminution du chômage des travailleurs euses natifives qualifiées et non qualifiées » 175.

Remarque sur « l'effet d'attraction »

Il n'existe aucune preuve cohérente que les mécanismes de régularisation ou les programmes (passés) attirent à eux seuls les personnes vers certains pays plutôt que vers d'autres. Si la perception qu'ont les personnes migrantes des politiques migratoires influence leur prise de décision¹⁷⁶, les flux migratoires sont principalement déterminés par les opportunités économiques, les réseaux familiaux et sociaux, ainsi que les aspirations individuelles, plutôt que par l'existence de politiques de régularisation¹⁷⁷. L'étude la plus complète à ce jour sur les effets d'attraction des programmes de régularisation le confirme¹⁷⁸. Cette étude analyse l'effet d'attraction potentiel des programmes de régularisation dans les pays de l'OCDE entre 1944 et 2023 (qui ont régularisé au moins 13,5 millions de personnes). Elle conclut que les effets des programmes de régularisation ne peuvent être généralisés, car ils sont hétérogènes et dépendent du pays de destination et du pays d'origine. L'étude ne trouve qu'une seule situation dans laquelle les programmes de régularisation peuvent être liés à un afflux accru de personnes : lorsqu'ils ont été mis en place dans des pays de l'OCDE à faible revenu. Cela confirme que les aspects économiques des pays de destination influencent davantage les décisions des personnes migrantes que l'existence de programmes de régularisation, et que le choix d'un pays de destination est le résultat d'une combinaison de nombreux facteurs¹⁷⁹, ¹⁸⁰.

¹⁷⁴ Le document compare les effets de trois politiques restrictives et de la régularisation. Les trois politiques restrictives sont les suivantes : (i) renforcement des contrôles aux frontières afin de réduire l'immigration irrégulière, (ii) augmentation des coûts auxquels sont confrontées les personnes sans papiers à la recherche d'un emploi (pas d'accès aux prestations sociales), et (iii) augmentation de la fréquence des expulsions.

¹⁷⁵ Chassamboulli A et Peri G, 2014, The labor market effect of reducing the number of illegal immigrants [Les conséquences sur le marché du travail de la diminution du nombre de personnes migrantes en situation irrégulière, en anglais], document de travail du National Bureau of Economic Research, p. 4

¹⁷⁶ Crawley H. et Hagen-Zanker J., 2018, <u>Deciding Where to go: Policies, People and Perceptions Shaping Destination Preferences [</u>Où aller? L'influence des préférences de destination par les politiques, les personnes et les perceptions, en anglais], International Migration Volume 57, no 1, pp. 20-35

¹⁷⁷ Czaika M., Gu, J., Kraler A., et Rössl, L., 2024, Contribution WP2 au D9.5: Working paper on migration responses to (non-)enforcement D2.2 [Document de travail sur les réponses migratoires face à l'application ou la non-application des lois D2.2, en anglais], FAIR: Finding Agreement in Return [Trouver un accord sur le retour]; González-Enríquez, C., 2009, Spain, the Cheap Model. Irregularity and Regularisation as Immigration Management Policies [Espagne, le modèle à bas prix. Irrégularité et régularisation des situations dans le cadre de politiques de gestion des flux migratoires, en anglais], European Journal of Migration and Law, 11(2), 139-157; cité dans Legarda Díaz-Aguado I., 2025, Chapter 8: Regularisation in Today's Political Context [Chapitre 8: La régularisation dans le contexte actuel, en anglais], Krems: University of Krems Press, Handbook on regularisation policies: Practices, debates and outcomes [Manuel sur les politiques de régularisation: pratiques, débats et résultats, en anglais]

¹⁷⁸ Elguezabal P. et Martínez-Zarzoso I., 2024, Are Immigration Regularization Programs a Pull Factor? Evidence for OECD Countries [Les programmes de régularisation administrative sont-ils un facteur d'attraction ? Données concernant les pays de l'OCDE, en anglais], série de documents de travail de l'INFER no 14

¹⁷⁹ Crawley H. et Hagen-Zanker J., 2018, Deciding Where to go: Policies, People and Perceptions Shaping Destination Preferences [Où aller? L'influence des préférences de destination par les politiques, les personnes et les perceptions, en anglais], International Migration Volume 57, no 1, pp. 20-35; Kuschminder K., De Bresser J. et Siegel M., 2015, Irregular Migration Routes to Europe and Factors Influencing Migrants' Destination Choices [Les voies de migration irrégulière vers l'Europe et les facteurs qui influences les choix de destination des personnes migrantes, en anglais], Maastricht Graduate School of Governance

¹⁸⁰ Il convient également de noter que l'étude de l'OCDE s'est uniquement intéressée au « niveau » économique/aux performances des pays d'origine et de destination, et non à la présence de réseaux sociaux, par exemple.

Les conséquences sur les institutions publiques et sur les gouvernements

L'impact des mesures de régularisation, tant au niveau des mécanismes que des programmes, sur l'administration, les services publics et les dépenses publiques d'un pays semble être le moins étudié des trois aspects que nous examinons dans le présent document. Il est pourtant raisonnable que les gouvernements et les décideurs politiques souhaitent comprendre l'impact de ces mesures sur leurs organes dirigeants et leur budget.

Malgré le manque de données, nous identifions au moins quatre aspects qui sont couverts dans la littérature existante : des mesures bien conçues allègent la charge de travail et les coûts administratifs associés ; la régularisation renforce la confiance dans le gouvernement et les décisions administratives ; les gouvernements bénéficient d'une augmentation des recettes fiscales ; et les gouvernements peuvent acquérir une meilleure compréhension de leur population et de leur marché du travail grâce à la régularisation.

Confiance accordée au gouvernement et aux institutions publiques

Des procédures claires et transparentes, y compris les procédures de demande d'accès à la résidence, renforcent la confiance dans leurs résultats et dans les administrations qui y participent. En effet, des études ont montré que les personnes migrantes ajustent leur niveau de confiance en fonction, entre autres, de la qualité de la gouvernance institutionnelle dans le pays d'accueil¹⁸¹. Une enquête à grande échelle portant sur les aspects qui influent sur la confiance générale et institutionnelle des personnes demandeuses d'asile révèle que les procédures prolongées nuisent à la confiance¹⁸², tandis que la justice procédurale et interactionnelle (telle que la perçoivent les gens)¹⁸³ renforce la

confiance¹⁸⁴. La manière dont les procédures et les décisions sont élaborées favorise la confiance. Un niveau de confiance plus élevé favorise à son tour l'intégration et l'établissement de relations positives avec le reste de la société.

Les détracteurs-rices pourraient penser que la confiance ne peut croître que lorsque les personnes reçoivent une décision positive concernant leur demande d'accès à la résidence. Ce n'est pas nécessairement le cas : le fait d'être dans une situation d'incertitude existentielle nuit davantage au niveau de confiance général que le fait d'avoir reçu une décision négative¹⁸⁵.

¹⁸¹ Dinesen, P. T., 2013, Where You Come from or Where You Live? Examining the Cultural and Institutional Explanation of Generalized Trust Using Migration as a Natural Experiment [D'où venez-vous ou où vivez-vous? Examen des explications culturelles et institutionnelles de la confiance généralisée à partir d'une expérience naturelle liée à la migration, en anglais], European Sociological Review 29 (1): 114–128; Nannestad, P., Svendsen G.T., Dinesen P.T., et Sønderskov K.M., 2014, Do Institutions or Culture Determine the Level of Social Trust? The Natural Experiment of Migration from Non-Western to Western Countries [Les institutions ou la culture déterminent-elles le niveau de confiance sociale ? L'expérience naturelle de la migration des pays non occidentaux vers les pays occidentaux, en anglais], Journal of Ethnic and Migration Studies 40 (4): 544–565; Sønderskov, K. M., et P. T. Dinesen. 2016. Trusting the State, Trusting Each Other? The Effect of Institutional Trust on Social Trust [Faire confiance à l'État, se faire confiance mutuellement? L'effet de la confiance institutionnelle sur la confiance sociale, en anglais]; cité dans Kanas, A., van Tubergen, F., et Kosyakova, Y, 2025, Determinants of refugees' generalised and institutional trust: evidence from Germany [Facteurs de la confiance généralisée et institutionnelle des personnes réfugiées: données d'Allemagne, en anglais], Journal of Ethnic and Migration Studies, 1–20.

¹⁸² Voir aussi Sohlberg, J., Agerberg M., and Esaiasson P., 2024, Waiting for Asylum: Reduced Institutional and Interpersonal Trust [En attente de l'asile : Diminution de la confiance institutionnelle et interpersonnelle, en anglais], Political Studies 72 (1): 343.363

¹⁸³ La justice interactionnelle est la perception d'un traitement équitable et respectueux dans les interactions interpersonnelles, en particulier lors des processus décisionnels.

¹⁸⁴ Kanas, A., van Tubergen, F., & Kosyakova, Y, 2025, <u>Determinants of refugees' generalised and institutional trust: evidence from Germany</u> [Facteurs de la confiance généralisée et institutionnelle des personnes réfugiées: données d'Allemagne, en anglais], Journal of Ethnic and Migration Studies, 1–20.

Meilleure compréhension de la population

En régularisant les personnes et en les mettant en contact avec les administrations, les gouvernements approfondissent également leur compréhension des personnes qui vivent sur leur territoire, du potentiel qu'elles représentent et de leurs besoins. Cette meilleure compréhension permet d'élaborer de meilleures politiques dans tous les domaines, de l'éducation à la santé, en passant par le logement, le travail, l'économie et les politiques sociales, non seulement pour les gouvernements nationaux, mais

aussi pour les gouvernements locaux et régionaux. Les villes, en particulier, ont souligné que la régularisation et l'inclusion des personnes migrantes sans papiers dans les politiques (locales) contribuent à la réalisation des objectifs de la politique sociale municipale¹⁸⁶. Notamment parce que cela permet de garantir une administration efficace et suffisante des services publics (planification d'un nombre suffisant de places dans les écoles, réduction de la pression sur les services locaux d'urgence, etc.)¹⁸⁷.

Augmentation des revenus des États par l'impôt

La régularisation aura certainement des conséquences financières pour les gouvernements, tant du côté des recettes que des dépenses. L'un des effets les plus étudiés des régularisations sur les gouvernements concerne les recettes fiscales, qui montrent que les régularisations génèrent des revenus grâce aux impôts.

Les chercheurs euses se sont principalement intéressés aux programmes de régularisation afin de quantifier l'impact de l'augmentation des recettes fiscales, à savoir :

- Italie: Environ 177 000 travailleurs·euses domestiques ont été régularisé·e·s dans le cadre du programme de régularisation italien de 2020, qui a rapporté environ 0,3 milliard d'euros (314,2 millions) en impôts sur le revenu et en cotisations à l'État. La régularisation de 30 000 travailleurs·euses agricoles dans le cadre du même programme a été estimée à 49,3 millions d'euros¹⁸⁸.
- Espagne: Une étude sur l'impact économique d'un programme de régularisation espagnol qui a régularisé près de 600 000 personnes en 2005 estime que chaque personne régularisée a contribué à hauteur de près de 4 000 euros aux recettes fiscales provenant des salaires (équivalent à 5 979 euros en 2024¹⁸⁹)¹⁹⁰.

¹⁸⁶ Delvino, N., 2017, European Cities and Migrants with Irregular Status: Municipal initiatives for the inclusion of irregular personnes migrantes in the provision of services Report for the 'City Initiative on Migrants with Irregular Status in Europe' (C-MISE) [Villes européennes et personnes migrantes en situation irrégulières: Initiatives municipales pour l'inclusion des personnes migrantes en situation irrégulière dans le rapport sur les services fournis par la « City Initiative on Migrants with Irregular Status in Europe » (C-MISE), en anglais], COMPAS, Université d'Oxford

¹⁸⁷ Delvino N., Spencer S., et Cherti M., 2024, Migrants with Irregular Status in Europe: Guidance for Municipalities [Les personnes migrantes en situation irrégulière en Europe: Guide à l'intention des municipalités, en anglais], C-MISE and Oxford University

¹⁸⁸ Associazione DOMINA, 24 août 2020, Lavoro domestico, dalla regolarizzazione 2020 oltre 300 milioni di euro per lo Stato, communiqué de presse

¹⁸⁹ Inflation calculée sur CPI Inflation Calculator le 31 juillet 2025.

¹⁹⁰ Monras J., Vázquez-Grenno J., et Elias F., 2018, Understanding the Effects of Legalizing Undocumented Immigrants [Comprendre les conséquences de la régularisation des personnes migrantes sans papiers, en anglais], rapports de recherche du CATO Institute

- Suisse: L'initiative suisse de régularisation « Opération Papyrus » a permis de régulariser près de 2 400 personnes, principalement des employées de maison, en 2017-2018. Malgré ce nombre relativement faible, l'impact a été considérable. Les employées de maison régularisées ont rapporté 5,7 millions de francs suisses au secteur de la Sécurité sociale grâce au seul « système de chèques-service »¹⁹¹, ¹⁹².
- Royaume-Uni: Une étude réalisée pour la Greater London Authority en 2009 a estimé que la régularisation de 412 000 personnes sans papiers¹⁹³ ajouterait environ 3 milliards de livres sterling par an (soit 0,2 %) au PIB et générerait environ 846 millions de livres sterling par an de recettes fiscales supplémentaires (1 450 livres sterling par an et par adulte régularisé·e). Les chercheurs·euses ont estimé que cela représentait plus du double de ce que cela coûterait au gouvernement: environ 410 millions de livres sterling
- par an en coûts de services publics, qui pourraient potentiellement augmenter jusqu'à 1 milliard de livres sterling au fil du temps, ainsi qu'un coût ponctuel de 300 millions de livres sterling pour le programme de régularisation¹⁹⁴. Des recherches plus récentes ont abouti à des résultats similaires, légèrement supérieurs. Ils ont fait l'estimation « raisonnable mais prudente bien que très incertaine » que la régularisation rapporterait environ 2 015 livres sterling par personne en impôts directs et jusqu'à 1 250 livres sterling supplémentaires par personne en impôts indirects¹⁹⁵. (Il convient de noter que 1 450 livres sterling en 2009 auraient représenté environ 1 870 livres sterling en 2021, date de la deuxième étude¹⁹⁶).
- États-Unis: Le Center for American Progress a estimé que les ménages bénéficiaires du DACA paient environ 6,2 milliards de dollars d'impôts fédéraux et 3,3 milliards de dollars d'impôts locaux et régionaux chaque année¹⁹⁷, ¹⁹⁸.

¹⁹¹ Le dispositif « Chèque service » permet d'employer et de rémunérer correctement les travailleurs domestiques. Pour plus d'informations, voir www.chequeservice.ch

¹⁹² République et Canton de Genève, Service communication et information, 21 février 2020, Opération Papyrus: Bilan final et perspectives

¹⁹³ Le nombre de personnes sans papiers considérées comme éligibles à un programme de régularisation à la fin de l'année 2007.

¹⁹⁴ Greater London Authority, 2009, Economic impact on the London and UK economy of an earned regularisation of irregular personnes migrantes to the UK [Conséquences économiques sur Londres et sur l'économie britannique de la régularisation au mérite des personnes migrantes en situation irrégulière au Royaume-Uni, en anglais]

¹⁹⁵ Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK, p. 24

¹⁹⁶ Taux d'inflation calculé sur le site de la Banque d'Angleterre le 29 août 2025.

¹⁹⁷ Center for American Progress, novembre 2021, The Demographic and Economic Impacts of DACA Recipients: Fall 2021 Edition [Les conséquences démographiques et économiques des bénéficiaires du DACA: édition de l'automne 2021, en anglais], blog [consulté le 12 août 2025]

¹⁹⁸ Il convient de noter que le programme « DACA » n'est pas un programme de régularisation au sens strict, car il suspend l'expulsion des personnes concernées plutôt que de leur accorder un titre de séjour stable.

Utilisation des services publics

On peut s'attendre à ce que la régularisation d'un groupe important de personnes ait **un impact sur** certains services publics, et donc sur leur coût pour le gouvernement. Toutefois, selon des recherches menées au Royaume-Uni, cet impact serait minime dans un premier temps, car les personnes sans papiers ont déjà accès à certains services publics, tels que l'enseignement obligatoire, certains soins de santé, les transports publics, les infrastructures, les services culturels et de loisirs, les pompiers, etc. 199 Toutefois, certains services et prestations ne sont accessibles qu'aux personnes titulaires d'un titre de séjour et il faut s'attendre à ce que les personnes y aient accès une fois régularisées (par exemple, les allocations familiales). En effet, une étude britannique ultérieure note qu'il « semble plausible » qu'il y ait une augmentation des demandes d'allocations après la régularisation, qui s'élèverait en moyenne à 1 400 livres sterling par personne et par an²⁰⁰. Une autre étude a émis l'hypothèse que la régularisation de la plupart des personnes sans papiers pourrait, à terme, entraîner une demande plus importante de logements sociaux²⁰¹, ce qui pourrait avoir un impact sur les listes d'attente et le nombre de logements à construire.

Toutefois, la mesure dans laquelle les personnes régularisées demanderont des prestations dépendra de leur situation personnelle et du contexte dans lequel elles vivent. Le gouvernement suisse, par exemple, a constaté que la grande majorité des personnes régularisées dans le cadre de l'« Opération Papyrus » étaient restées financièrement autonomes un an après, seules 0,8 % d'entre elles ayant eu recours à l'aide sociale, et ce uniquement pendant une courte période²⁰².

¹⁹⁹ Greater London Authority, 2009, Economic impact on the London and UK economy of an earned regularisation of irregular personnes migrantes to the UK [Conséquences économiques sur Londres et sur l'économie britannique de la régularisation au mérite des personnes migrantes en situation irrégulière au Royaume-Uni, en anglais]; cité également dans Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK

²⁰⁰ Voir par exemple Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK

²⁰¹ Greater London Authtority, 2009, Economic impact on the London and UK economy of an earned regularisation of irregular personnes migrantes to the UK.

Summary Report [Conséquences économiques sur Londres et sur l'économie britannique de la régularisation au mérite des personnes migrantes en situation irrégulière au Royaume-Uni : Rapport exécutif, en anglais]

²⁰² République et Canton de Genève, Service communication et information, 21 février 2020, Opération Papyrus: Bilan final et perspectives

Charge de travail et coûts de fonctionnement administratif

Toutes les mesures de régularisation, qu'il s'agisse de mécanismes ou de programmes, impliqueront une certaine charge de travail pour l'administration nationale chargée de l'immigration. Il faudra concevoir des processus, créer des formulaires, examiner les demandes et évaluer les motifs. Cependant, la charge de travail dépendra de la conception de la mesure, notamment de la clarté des motifs, du processus décisionnel et du fait qu'il faille examiner une demande complète ou simplement prendre note d'une déclaration²⁰³.

Des procédures bien conçues et faciles à comprendre allègent la charge de travail de l'administration et sont donc moins coûteuses²⁰⁴. L'inverse est également vrai. Des chercheurs euses de l'Université métropolitaine de Toronto ont noté que « plus les critères sont complexes, subjectifs, discrétionnaires et lourds en termes de documentation, plus le processus administratif de l'IRCC [le Bureau canadien de l'immigration]²⁰⁵ est lent, coûteux et inefficace »²⁰⁶.

Le coût de la mise en œuvre d'une mesure de régularisation, qu'il s'agisse d'un programme ou d'un mécanisme, est souvent largement compensé par ses avantages. Le programme italien de régularisation 2020 pour les travailleurs euses de certains secteurs en est un bon exemple. La gestion administrative de la régularisation a généré à elle seule 30,3 millions d'euros de recettes pour l'État (soit environ 36 millions d'euros aujourd'hui²⁰⁷), soit la différence entre les contributions forfaitaires pour la régularisation (105,5 millions d'euros au total) et les coûts administratifs (75,2 millions d'euros)²⁰⁸.

Des recherches ont montré qu'il est moins coûteux de permettre aux personnes en situation irrégulière de rester légalement dans le pays que de les expulser. Au Canada, le Migrant Rights Network, citant le rapport 2020 du vérificateur général, a calculé que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) reçoit au moins 46 millions de dollars par an pour procéder aux expulsions, soit environ 4 750 dollars par personne expulsée, alors que « le coût des services d'établissement et d'intégration d'un résident permanent s'élève à environ 3 900 dollars »²⁰⁹.

²⁰³ Par exemple, certaines mesures de régularisation sont plutôt déclaratives : une personne déclare se trouver sur le territoire et remplir les conditions X et Y, après quoi elle reçoit un titre de séjour et de travail provisoire jusqu'à ce que l'administration se prononce sur les conditions requises.

 $^{204\ \} Pour\ en\ savoir\ plus\ sur\ l'élaboration\ de\ mésures\ de\ régularisation,\ voir\ PICUM,\ 2023,\ \underline{L'importance\ et\ l'élaboration\ des\ mécanismes\ et\ programmes\ de\ régularisation}$

²⁰⁵ Immigration, Refugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) est le nom du ministère canadien de l'Immigration.

²⁰⁶ Alboim, N., Macklin, A., et Triandafyllidou, A., 2023, Out of the shadows: A proposal for the regularization of personnes migrantes without status in Canada [Sortir de l'ombre: Proposition pour la régularisation des personnes migrantes sans statut au Canada, en anglais]. CERC Migration Policy Brief 11.

²⁰⁷ Inflation calculée sur globalrates.com le 29 août 2025.

²⁰⁸ Associazione DOMINA, 24 août 2020, Lavoro domestico, dalla regolarizzazione 2020 oltre 300 milioni di euro per lo Stato, communiqué de presse

²⁰⁹ Migrant Rights Network, 7 décembre 2023, Migrants Expose and Condemn Surge in Deportations Following PM Trudeau's Pledge for Regularization [Les personnes migrantes dénoncent et condamnent la brusque augmentation des expulsions qui a suivi la promesse du Premier ministre Justin Trudeau en faveur de la régularisation, en anglais], page Internet [consultée le 12 août 2025]. Citée également dans Hendow, M. et al., 2024, Compilation of 20 Country Briefs on Irregular Migration Policy Context [Compilation de 20 fiche-pays sur le contexte politique des migrations irrégulières, en anglais], Rapport MIrreM. Krems: Université Krems de l'éducation continue (Université Krems du Danube). Ajusté pour tenir compte de l'inflation: 55,3 millions de dollars canadiens, 5 709 dollars canadiens aujourd'hui, soit respectivement 34,4 millions d'euros, 3 555 euros et 2 918 euros. Inflation calculée sur le site Internet de la Banque du Canada, conversion des dollars canadiens vers l'euro réalisée sur Xe currency converter le 29 août 2025.

Conclusion

D'après les études disponibles, on peut affirmer sans risque que la régularisation des personnes migrantes sans papiers profite à la fois à ces dernières et à leurs familles, à nos gouvernements et à la société dans son ensemble.

La vie des personnes s'améliore, dont certains aspects plus rapidement que d'autres. La santé physique et mentale et le sentiment de bien-être des personnes s'améliorent, tout comme leur lieu et leur mode de vie. Les personnes sont plus enclines à travailler et à conserver leur emploi, même si cela dépend également de facteurs structurels indépendants de leur volonté, tels que les ralentissements économiques ou la discrimination sur le marché du travail. Les personnes gagnent généralement plus après avoir régularisé leur situation et trouvé un emploi formel, même si les travailleurs euses plus qualifié es et les hommes en bénéficient davantage que les femmes et les travailleurs·euses moins qualifié·e·s. Elles peuvent encore gagner moins que le travailleur moyen, car il peut être difficile de trouver des emplois mieux rémunérés. Néanmoins, les personnes migrantes en situation régulière ont tendance à être très mobiles, changeant d'emploi et de secteur pour trouver des postes qui correspondent à leurs compétences et à leurs aspirations ou qui offrent de meilleures conditions.

Après leur régularisation, les personnes ont tendance à faire deux choses : déménager dans un meilleur logement et préparer un voyage dans leur pays d'origine pour rendre visite à leur famille et à leurs ami-es. Les voyages de retour et les voyages internationaux sont souvent cités comme un avantage clé de l'obtention d'un titre de séjour, qui permet de renouer avec la dynamique familiale et de s'épanouir en tant que personne. Le développement personnel est également stimulé lorsque les personnes obtiennent un titre de séjour, car elles suivent des formations et font reconnaître leurs qualifications antérieures. Cela vaut non seulement pour les personnes régularisées elles-mêmes, mais aussi pour leurs enfants, car les effets intergénérationnels sont évidents.

Les sociétés bénéficient également de la régularisation des personnes sans papiers. En effet, la régularisation augmente les revenus et réduit les inégalités au sein d'une société, ce qui rend celle-ci plus sûre et plus saine. Elle renforce également la sécurité, car les personnes ayant un statut de résident régulier sont plus enclines à signaler les crimes que les personnes sans papiers, et parce qu'il n'est plus nécessaire de recourir à la criminalité de survie pour subvenir à ses besoins fondamentaux lorsque l'on peut travailler officiellement²¹⁰. L'économie en bénéficie également : lorsque les personnes ont librement accès au marché du travail grâce à leur titre de séjour et à leur autorisation de travail²¹¹, les compétences et les emplois peuvent être mieux adaptés, et les pénuries résolues. La régularisation des travailleurs euses tend également à créer plus d'emplois et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs euses autochtones, bien

²¹⁰ Si les études montrent que les personnes migrantes sans papiers sont beaucoup moins susceptibles que les citoyens et les personnes migrantes en situation régulière de recourir à la criminalité (voir la section « Une société plus équitable, plus saine et plus sûre »), certaines personnes sans papiers commettent des délits mineurs, comme le vol à l'étalage, pour survivre.

²¹¹ Il convient de noter que tous les titres de séjour et de travail ne permettent pas aux personnes de changer d'emploi. Les permis liés à un employeur et à un secteur spécifique perpétuent toutefois les cycles de dépendance et de marginalisation et doivent être évités. Voir PICUM, 2021, Concevoir des politiques relatives à l'emploi des personnes migrantes afin de promouvoir des conditions de travail décentes et PICUM, 2023, L'importance et l'élaboration des mécanismes et programmes de régularisation pour en savoir plus sur la lutte contre ces phénomènes.

qu'il ne s'agisse pas d'une relation d'un pour un, car les personnes sans papiers contribuaient déjà à l'économie²¹². Dans l'ensemble, les économies ont tendance à croître grâce à la régularisation, à la fois parce que les personnes peuvent entrer officiellement sur le marché du travail et parce que les personnes régularisées dépensent plus que les personnes migrantes sans papiers.

Bien que l'impact des mesures de régularisation sur les administrations, les gouvernements et les institutions n'ait pas fait l'objet de nombreuses recherches, plusieurs effets peuvent néanmoins être discernés. Des procédures claires et transparentes améliorent la confiance générale, sinon institutionnelle, des migrants. En régularisant la situation des personnes, les décideurs politiques et les administrations nationales et locales approfondissent leur compréhension de leurs communautés, ce qui peut les aider dans l'élaboration de leurs politiques et la prestation de leurs services. De plus, si elles sont bien conçues, les mesures de régularisation peuvent alléger la charge de travail de certaines administrations et institutions. Enfin, la régularisation apporte des gains nets aux finances publiques : elle rapporte plus en impôts qu'elle ne coûte, tant en termes de mise en œuvre que de coût des services publics dont les personnes bénéficient après leur régularisation.

Cependant, l'absence de données quantitatives et qualitatives sur certains de ces aspects nous enseigne une chose : nous devons mieux surveiller la mise en œuvre des mesures de régularisation et ce, sur une plus longue période. Cette tâche incombe aux gouvernements, à la société civile et au monde universitaire, qu'ils agissent ensemble ou séparément. À quelques exceptions près, les gouvernements ont fait preuve, au mieux, d'opacité quant à la manière dont leurs mécanismes et programmes de régularisation ont été mis en œuvre, au nombre de personnes régularisées et à leur situation depuis lors.

Les organisations de la société civile ont donc tendance à se concentrer sur la promotion de nouvelles mesures de régularisation et à aider les personnes à en faire la demande lorsqu'elles sont mises en place. Ce manque de temps signifie souvent qu'elles ne peuvent pas consacrer le temps ou le personnel nécessaires à la mise en place d'une base de référence pour un suivi ultérieur, ni lancer une structure de suivi sur plusieurs années.

Les universitaires, des économistes aux spécialistes des sciences sociales et de la santé, ont fait de leur mieux pour évaluer l'impact, l'étude suisse « Parchemins » étant un excellent exemple de bonne pratique²¹³. Cependant, les recherches longitudinales restent rares et certains aspects mériteraient d'être approfondis. Par exemple, il existe peu de recherches

²¹² La régularisation s'apparente davantage à faire passer une personne vivant déjà dans le pays de l'inactivité à l'emploi qu'à la migration (c'est-à-dire faire venir un nouveau travailleur dans le pays). Leur régularisation « augmente la demande de main-d'œuvre, mais pas nécessairement dans une proportion de un pour un, car les personnes inactives (y compris les personnes migrantes en situation irrégulière) sont déjà des consommateurs et contribuent donc déjà à la demande de main-d'œuvre ; l'augmentation de la demande globale est donc considérablement inférieure à l'augmentation du revenu du travail ». Source : Portes et Ventura-Arrieta, 2022, The impact of regularisation [Les conséquences de la régularisation, en anglais], Citizens UK, p. 30

²¹³ Pour en savoir plus sur le projet Parchemins, voir Université de Genève, <u>Parchemins</u>, page Internet [consultée le 28 août 2025] ; LIVES, <u>"Parchemins" Project - Assessing the health and well-being of undocumented migrants</u> [Le Projet « Parchemins » : Évaluer la santé et le bien-être des personnes migrantes sans papiers, en anglais, consultée le 28 août 2025] et, pour l'étude elle-même, Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C. et Jackson, Y., 2024, <u>Sortir de la clandestinité. Les conséquences</u> de la régularisation des travailleurs-euses sans papiers.

quantitatives ou qualitatives sur l'administration nécessaire à la mise en œuvre d'un programme de régularisation. D'autres aspects, tels que l'impact de la conception d'une mesure de régularisation sur la santé physique et mentale des personnes et leur confiance dans les institutions et les décisions administratives, mériteraient également d'être étudiés plus en profondeur, tout comme l'impact des mesures de régularisation en général sur les conditions de vie ou les conditions de logement des personnes, ainsi que sur leur carrière au fil du temps.

Tout cela signifie que les leçons sont apprises plus lentement et que les politiques futures risquent de répéter les erreurs des précédentes. Des études plus nombreuses et mieux conçues dans divers domaines (de l'anthropologie à l'économie, en passant par la psychologie et les études sur l'administration publique) permettraient d'approfondir et d'affiner notre compréhension des effets des mesures de régularisation sur les personnes, la société et les administrations. Et, surtout, en intégrant des processus de suivi et d'évaluation dans la conception de tout mécanisme ou programme de régularisation, les gouvernements, les universitaires et la société civile pourraient en tirer des enseignements en temps (quasi) réel et les adapter si nécessaire.

Recommandations

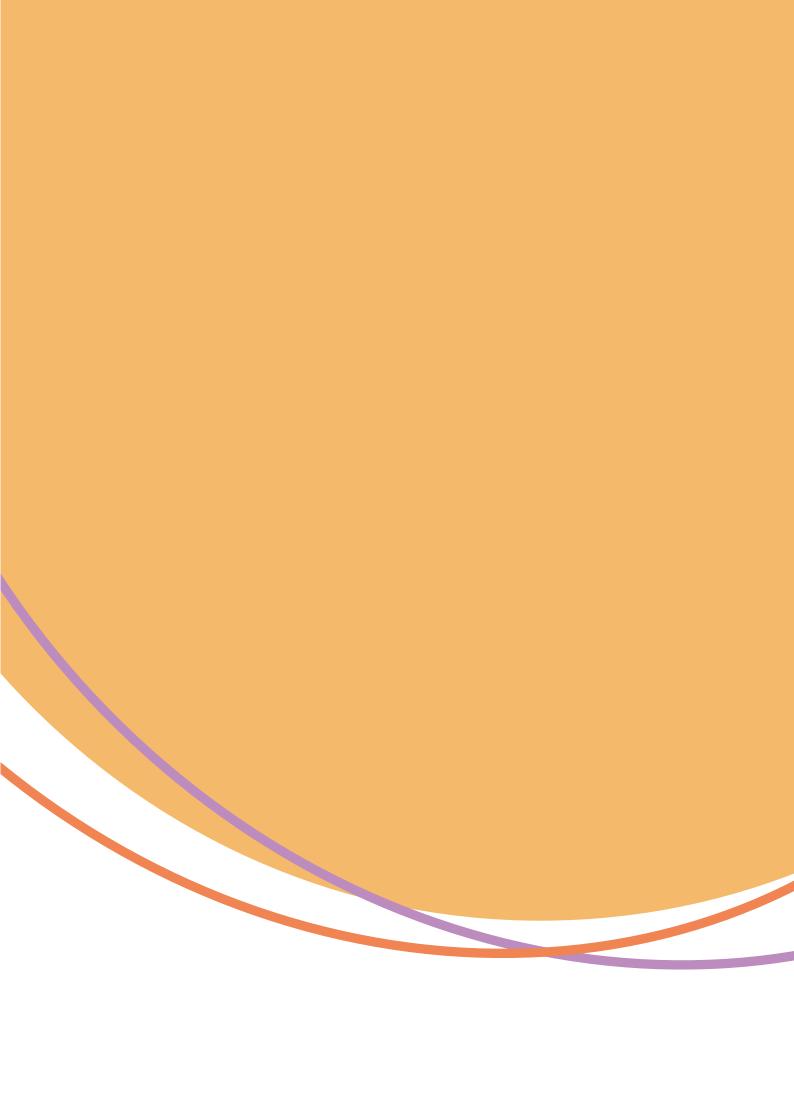
Compte tenu de ce qui précède, et en particulier du manque de recherches sur certains effets des mesures de régularisation, nous recommandons :

Davantage d'études, commandées et financées par les institutions et les administrations, sur les conséquences des mesures de régularisation sur les personnes, la société et les administrations publiques

- Des études sur les effets des mécanismes de régularisation seraient particulièrement utiles, car la plupart des recherches menées à ce jour se concentrent sur les programmes de régularisation.
- Des études longitudinales sont particulièrement nécessaires, car certaines conséquences peuvent mettre un certain temps à se manifester.
- Les domaines d'intérêt particuliers pour de futures études comprennent :
 - » les conséquences à court et à long terme des caractéristiques spécifiques d'une mesure de régularisation;
 - » les résultats en matière de santé sur le long
 - » les conditions de vie et de logement ;
 - » les conditions de travail et la mobilité de la main-d'œuvre;
 - » le développement personnel :
 - » les résultats scolaires et universitaires ;
 - » les conséquences intergénérationnelles ;
 - » l'unité et la dynamique familiales ;
 - » l'accès à la justice;
 - » l'utilisation des services publics et les coûts associés ;
 - » l'impact sur la charge de travail institutionnelle et administrative et la conception des politiques (locales).
- Les études doivent être multidisciplinaires ou provenir de diverses sciences, notamment l'anthropologie, la psychologie, l'administration publique, le développement de l'enfant, l'économie et la santé, car tous les aspects de la vie d'une personne sont concernés.

Les processus de suivi et d'évaluation doivent être intégrés dans toute mesure, tout programme ou tout mécanisme de régularisation mis en œuvre par les gouvernements.

- Le suivi doit porter sur tous les aspects de la procédure et faire le point sur la situation des personnes concernées après leur régularisation (idéalement au moins pendant un an après et cinq ans après la régularisation).
- Les résultats doivent être rendus publics et accessibles.
- Les personnes régularisées, les organisations de la société civile et les universitaires doivent participer au processus de suivi et d'évaluation.







Rue du Congrès 37 1000 Brussels, Belgium Tel: +32 2 883 68 12 info@picum.org www.picum.org